PROCES VERBAL
CONSEIL DU 11 FEVRIER 2011

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

Procès Verbal de la séance du 11 Février 2011

La séance est ouverte à 09 H 30
sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI
Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Michel AMBROSINO - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-luc BENNAHMIAIS - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Gérard BISMUTH - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Sylvia BONIFAY - Miloud BOUALEM - Joëlle BOULAY - Valérie BOYER - Jean BRUNEL - Vincent BURRONI - Xavier CACHARD - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Alain CROCE - Claude DAUMERGUE - Didier DAVITIAN - Nicole DESMATS - Eric DIARD - Pierre DJIANE - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - André ESSAYAN - Jean-Pierre FOUQUET - Mireille FOURNERON - François FRANCESCHI - France GAMERRE - Didier GARNIER - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Bernard GIRAUD - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - Gérard GRAUGNARD - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Abdelwaab LAKHDAR - Albert LAPEYRE - Alain LAURENS - Laurent LAVIE - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Michel LO IACONO - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Myriam MALLIA - Jean-Paul MARIA-FABRI - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Martine MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Bernard MOREL - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Jérôme ORGEAS - Frédéric OUNANIAN - Gilles PAGLIUCA - Marie-Madeleine PANCHETTI - Benoît PAYAN - Pierre PENE - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Roland POVINELLI - Tahar RAHMANI - Jean-Louis RIVIERE - Jacques ROCCA SERRA - Georges ROSSO - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Christel SIMONETTI-ACHARD - Daniel SIMONPIERI - Paul SORGE - Maurice TALAZAC - René TAVERA - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Claude VALLETTE - André VARESE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA - Karim ZERIBI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Francis ALLOUCH représenté par François-Noël BERNARDI - Patrick BORE représenté par Jean-Louis TIXIER - Philippe CAMILLIERI représenté par Jean-Paul ULIVIERI - René CANEZI représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Eric DI MECO représenté par Maxime TOMMASINI - Jacqueline DURANDO représentée par Marie-Madeleine PANCHETTI - Mourad KAHOUl représenté par Mireille FOURNERON - Eric LE DISSES représenté par Jean-Pierre BERTRAND - Christine ORTIZ

représentée par Frédéric DUTOIT - Gerard PEPE représenté par Jean-Paul MARIA-FABRI - Guy PONTOUS représenté par Patricia COLIN - Jean-Pierre REPIQUET représenté par Gérard GRAUGNARD - Antoine ROUZAUD représenté par Benoît PAYAN - Jocelyn ZEITOUN représenté par Charles VIGNY.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Jean-François DENIS - Laurence JOUANDON - Philippe SAN MARCO.

(La séance est ouverte à 9 heures 35).

Monsieur LE PRESIDENT.- Le quorum étant fixé à 79, il est constaté qu'il est atteint, la séance est ouverte.

I – COMPTE RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT

Monsieur LE PRESIDENT.- Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que le compte-rendu des décisions du Président soit porté à la connaissance du Conseil. Il vous a été transmis en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

II – COMPTE RENDU DES DECISIONS DU BUREAU DU 10 DECEMBRE 2010

Monsieur LE PRESIDENT.- Conformément aux dispositions de la délibération 004/314 CC en date du 31 mai 2008, il convient de rendre compte au Conseil des décisions du Bureau du 10 décembre 2010. Elles vous ont été communiquées en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

Une information de l'assemblée :

Conformément aux règles du statut de la Fonction Publique Territoriale, je vous informe que j'ai décidé de mettre fin aux détachements sur des emplois fonctionnels du Directeur Général Adjoint à la Propreté et l'Ecologie Urbaine et Maritime et du Direction Général Adjoint Déplacements et de l'Aménagement des Espaces.

Mes chers collègues, vous comprendrez que je ne puisse ouvrir cette séance sans évoquer ce qui s'est passé la semaine dernière, concernant notre institution et son Président.

Après cet épisode, même s'il a été pénible, vous me voyez aussi serein et déterminé que je pouvais l'être avant.

La teneur de ces auditions et l'issue qu'elles ont connue ne m'ont pas surpris.

Elles ont aussi conforté la conviction qui est la mienne que toutes les décisions que j'ai prises étaient inspirées par la volonté de préserver l'institution. Et de la maintenir toujours en situation de remplir ses obligations et d'exercer pleinement ses compétences, sans frein, ni entrave, ni interférence d'aucune sorte.

Dans la période disons... un peu mouvementée que nous connaissons, je veux exprimer ma gratitude à toutes celles et tous ceux d'entre vous, et notamment les Maires, qui m'ont témoigné leur estime et assuré de leur soutien fondé sur une confiance mutuelle et réciproque.

Soyez assurés que je ne ferai rien pour perdre cette confiance qui m'engage et m'honore à la fois.

Monsieur MUSELIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, il est de notre devoir de nous exprimer librement dans les hémicycles au sein desquels nous sommes élus.

Ne pas le faire pourrait être interprété comme un manque de courage, de la complaisance, de la tactique politicienne voire pire, de la complicité.

C'est la raison pour laquelle à titre personnel, ou au nom de mon groupe, depuis près de 20 ans, à l'Assemblée Nationale, au Conseil Municipal, à la Communauté Urbaine

ou en son temps, au Conseil Général et au Conseil Régional, j'ai toujours gardé cette liberté de ton et d'action à laquelle je suis très attaché.

Aujourd'hui de nouveau les observateurs nous attendent.

Aujourd'hui de nouveau l'expression sera sans concession, mais républicaine et courtoise.

L'importance de la situation le commande.

Depuis deux ans les institutions du Conseil Régional, du Conseil Général, de la Communauté d'Agglomération d'Aubagne et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sont touchées par des affaires qui nous rongent.

La semaine dernière de nouveau, c'est la Communauté Urbaine qui s'est retrouvée dans le feu de l'actualité et tout particulièrement son Président Eugène Caselli.

Je tiens à dire, à Monsieur Eugène Caselli, que ce que vous venez de vivre doit être terrible et que vous avez manifesté courage et dignité dans cette épreuve.

Je tiens à vous dire, Monsieur le Président, que j'ai été très attentif à votre situation, vous qui avez été enfermé par un système qui vous a échappé.

Aujourd'hui, Monsieur Caselli, vous venez de vous exprimer en tant que Président et je vous en remercie. Vous venez d'éclairer notre hémicycle.

Mais, Monsieur le Président, dans une interview dans le quotidien La Provence, publiée le samedi 5 février vous avez qualifié votre récent placement en garde à vue d' « aléa de la vie politique ».

J'ai été choqué par cette déclaration.

Car ce que vous avez qualifié « d'aléa de la vie politique » dans votre interview c'est un placement en garde à vue. Procédure qui, je le rappelle, ne peut être engagée que lorsque l'on soupçonne un individu d'avoir commis des faits susceptibles d'une peine d'emprisonnement.

Vous avez même ajouté que « ça fait partie du job ».

Permettez-moi de penser tout le contraire. Il ne fait pas partie du job du premier représentant d'une institution politique que de se trouver placé en garde à vue.

Son premier « job », comme vous le dites, est plutôt de faire tout ce qu'il faut pour ne jamais se trouver dans une telle situation, surtout quand on est le premier représentant d'une institution qui se trouve, elle-même, touchée par le soupçon.

Car l'affaire qui est actuellement instruite entache la réputation de notre institution.

Qu'il s'agisse de faits délictueux ou seulement de tentatives, il n'en reste pas moins qu'ils auraient été commis à l'intérieur de notre institution, par des individus qui la composent, sous pression extérieure.

Vous dites vous-même, dans votre interview que vous avez menée, bien avant d'être placé en garde à vue, des actions pour protéger l'institution de ces tentatives.

Je crois donc que vous nous devez une explication.

A cet égard, il me semblerait normal que vous preniez la peine, lors d'une prochaine séance, d'informer notre assemblée de ce que vous avez fait concrètement comme vous le dites, pour « protéger l'institution ».

- De quels faits avez vous été alerté ?
- Par qui ont-ils été commis ?

- Avez vous attendu avant d'agir et si oui, pourquoi ?

- Qu'avez vous fait ensuite concrètement pour y mettre fin et pourquoi ne pas avoir répondu à ma demande du 9 novembre 2009 ?

Avant que vous ne me répondiez, comme vous l'avez fait à la presse, que vous êtes tenu par le secret de l'instruction, je précise que les réponses que nous attendons de vous concernent uniquement les faits dont vous avez été informés en tant que président de MPM ainsi que les actions que vous avez menées, avant votre placement en garde à vue.

La justice, pour sa part, suit son cours, elle s'appuie sur des perquisitions, des écoutes, des gardes à vue, des mises en examen, des arrestations.

Elle va à son rythme, inexorablement, en toute sérénité.

Je lui fais parfaitement confiance pour démêler cet incroyable dossier à tiroirs, concernant des marchés publics présumés frauduleux et une nébuleuse de sociétés soupçonnées de blanchiment (plusieurs dizaines de millions d'euros. Quand on entend les montants financiers, cela fait frémir).

Tout cela a un coût financier pour la collectivité et un impact négatif pour notre institution et notre ville.

Toute cette histoire pollue notre vie d'élus, complique notre action politique et son efficacité, sème le trouble dans le grand public, engendre la discorde et ternit l'image de Marseille et de Marseille Provence Métropole.

Le dernier titre de Valeurs Actuelles la semaine dernière «main basse sur la ville » est dévastateur.

Il est vrai que nous n'avons pas l'habitude, avec le Maire de Marseille, de tels articles car depuis 1995, depuis que nous sommes élus à la Ville de Marseille, nous n'avons jamais été confrontés à un tel problème, c'était plutôt l'inverse.

Monsieur le Président, à ma lettre de vœux du 13 janvier 2011 vous répondiez en citant Aristote, en évoquant « l'éthique à Nicomaque ».

Dix jours après vous étiez en garde à vue.

La sémantique est d'importance, il ne faut pas jouer avec les mots, la vérité nous rattrape toujours.

Finalement, la première qui répond à mon appel républicain lancé ici il y a deux ans, c'est Mme Laurence Vichnievsky d'Europe Écologie.

Enfin, ce n'est plus un combat Droite contre Gauche, c'est la résistance à un système. C'est le combat pour la démocratie, pour une démocratie apaisée, sereine, transparente, respectueuse des avis différents, des règles et des lois.

Mes chers collègues, comme je vous l'avais demandé le 10 décembre dernier, levez-vous, libérez-vous.

Mes chers collègues, les chefs de parti ont une responsabilité. Je suis toujours surpris par le mutisme des responsables locaux.

Qu'ont-ils à craindre ?

Alors aujourd'hui je me retourne vers le chef du Modem Jean-Luc Bennahmias.

Jean-Luc, est-ce vrai que tu aurais dit il y a dix jours devant la presse : « les affaires je n'en parle pas, je n'ai pas envie de me prendre une balle dans la tête » ?

Si c'est une plaisanterie, elle n'est pas drôle.

Si c'est vrai, alors rejoins-nous, tu n'es plus seul, assume ta liberté, n'aie plus peur.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, la preuve est faite que si nous avons eu une vraie gouvernance partagée, nous n'en serions pas là. La preuve est faite que si vous aviez respecté le contrat communautaire partagé, signé avec les Présidents des groupes politiques le 21 mai 2008, nous n'en serions pas là.

Aujourd'hui Monsieur le Président, vous nous expliquez que vous êtes entré en résistance contre un système rampant et tentaculaire que je dénonce en public, officiellement ici depuis deux ans. Je veux bien vous croire et vous faire confiance.

Monsieur le Président, sans vous donner un blanc seing, je vous propose l'armistice.

Luttons ensemble pour défendre les valeurs républicaines et démocratiques d'honneur et de morale auxquelles nous sommes attachés.

Travaillons ensemble pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, pour ses habitants.

Levons le voile des turpitudes.

Redonnons envie et confiance aux employés de la Communauté Urbaine, surtout aux Marseillais et aux habitants de notre communauté.

Montrons que nous sommes libres et indépendants au service de l'intérêt général.

Regagnons cette fierté d'appartenir à un territoire d'exception.

Oui Monsieur le Président, n'en déplaise à ceux qui ne pensent qu'à diviser, nous pouvons travailler ensemble.

L'exemple de Marseille Provence capitale européenne de la Culture illustre : nous avons financé toutes collectivités confondues, avec l'aide de l'État, pour 600 millions d'euros de projets. Nos équipements culturels (plus de 50 sur Marseille) seront prêts et maintenant nous attendons la programmation de l'équipe de Bernard Latarjet. Malgré nos différences et quelques tentatives de déstabilisation, nous sommes en train de réussir.

Monsieur le Président, pour rétablir la confiance il faut des actes forts et concrets, pas des paroles.

Je vais vous faire deux propositions et deux demandes, vous donner une bonne nouvelle et un conseil.

Il faut profiter de cette période où les républicains de tous bords, respectueux de la loi et honnêtes, se retrouvent pour travailler sur deux sujets essentiels pour notre avenir.

La première proposition concerne la réforme territoriale.

Le débat sur la réforme territoriale s'est achevé par l'adoption de la loi de décembre 2010. Dès 2011, la loi impose d'achever l'intercommunalité. Le Préfet présentera sa copie d'ici cet été. La Réforme impose le renouvellement de la carte intercommunale des Bouches-du-Rhône d'ici le 1^{er} juin 2013.

La loi nous donne désormais la possibilité de concentrer toutes les compétences et tous les financements sur un territoire donné (Ville-Communauté Urbaine, Communauté d'agglomération, Conseil Général et Conseil Régional) ce qui est gage d'une véritable efficacité qu'aujourd'hui nous ne pouvons atteindre.

J'ai vu la déclaration des neuf Présidents d'EPCI, j'aurais pu signer ce texte très général et très consensuel, il apparaît aujourd'hui évident que les neuf EPCI du Département seront transformés en trois ou quatre zones qui regrouperont vie et déplacements.

Le Grand Marseille arrive, quel que soit son nom.

- Quel est notre choix ?
- Quelle est notre volonté ?
- Quelle est notre vision ?
- Quel sera le territoire le plus adapté ?

Aujourd'hui, nous pouvons grandir, regrouper les forces, concentrer les moyens financiers, diminuer les strates de décisions et les blocages. Alors, organisons notre avenir, travaillons ensemble. Nous sommes maîtres de notre destin.

Je vous propose que nous présentions ensemble notre réflexion et je le souhaite notre vision commune. Ce serait une faute politique majeure que de passer à côté.

Deuxième proposition : le service de l'eau à nos concitoyens

L'année 2011 ne fera pas l'économie d'une réflexion approfondie sur l'eau et le service de l'eau pour deux raisons majeures :

- au 1er janvier 2012, ce sera la fin du contrat avec la SERAM
- au 1er janvier 2013, ce sera la fin du contrat avec la SEM

En ce qui concerne le choix du mode de gestion du service de l'eau pour MPM, cela représente 250 millions d'euros par an sur 10 ans ou 15 ans.

Cela concerne tous les Marseillais, et les habitants de nos 18 communes.

Je vous propose un « Grenelle communautaire de l'eau » dès le printemps 2011 intégrant, pour l'aide à la décision des usagers, les professionnels, les techniciens et les élus.

- Afin d'éviter tout discours démagogique tels qu'on a pu les entendre au sujet de la collecte des déchets et du tout public.
- Afin d'éviter toute approche idéologique dictée par tel ou tel intérêt.
- Afin d'étudier toutes les options possibles.
- Afin surtout d'assurer une totale transparence quant au choix du futur mode de gestion.

Voilà deux sujets fondamentaux qui nous engagent pour au moins 15 ans, je souhaite que nous nous mettions tout de suite autour de la table pour faire les meilleures propositions.

En ce qui concerne mes demandes :

La première demande : Je vous remercie de clarifier la position de la collectivité en ce qui concerne les transports. Nous avons fait des choix stratégiques, obtenu des subventions conséquentes de l'Etat (je vous laisse les présenter 20 millions d'euros). Mais voir le Président de la RTM et le Maire du 1/7 faire le contraire de la volonté communautaire n'est pas acceptable.

Cette guerre larvée contre le tramway peut le tuer. Elle l'a déjà assez retardé. Elle perturbe le schéma de transport voté à la Ville et dans cet hémicycle et discrédite de façon conséquente votre engagement formel vis-à-vis du Maire de Marseille, donc envers Marseille et les Marseillais, qui vont se trouver encore pénalisés.

A cette demande j'associe la demande réitérée de la nécessaire propreté de nos rues.

La bonne nouvelle : Malgré toutes les difficultés que nous rencontrons pour le port, la position défendue par la France auprès de la Commission Européenne a été acceptée et sera entérinée cet été.

Il s'agit des lignes prioritaires de transport européen terrestre. Les fameuses RTET. Ces lignes sont subventionnées par l'Europe et une ligne structurante partira du port de Marseille, ce qui nous ouvre de nouvelles perspectives de logistique et de développement.

L'intervention de Mme Dominique Vlasto, Député Européen, M. Roland Blum et moi-même ainsi que des élus de la majorité municipale a été déterminante.

M. Thierry Mariani, Secrétaire d'Etat chargé des transports vient de me le confirmer : l'État et le Gouvernement viennent de nouveau faire beaucoup pour notre port.

Monsieur le Président, je vais me permettre de vous donner un conseil.

Nous n'avons jamais été dans la gouvernance partagée, vous le savez.

Aujourd'hui, je suis rassuré et soulagé de savoir que vous pouvez continuer à présider notre assemblée car cela évitera des manœuvres politiciennes nuisibles à l'intérêt général.

Vous avez dit avoir coupé à temps les fils qui vous reliez au système d'Alexandre Guérini ?

Tant mieux pour vous, tant mieux pour la Communauté Urbaine et ses 18 communes, tant mieux pour nos concitoyens.

Chacun reprend espoir. Un espoir partagé par tous les gens de bonne volonté : élus de cet hémicycle ou concitoyens de nos dix huit communes.

Cependant, ce n'est pas vous faire injure que de dire que nous avons perdu beaucoup de temps. Nous sommes déjà à mi-mandat et rien de significatif n'est engagé.

Je vous conseille de mettre en place une gouvernance protégée et ambitieuse.

Il faut sauver le mandat. Pour cela il faut des actes forts, cela passe par ma deuxième demande.

Au nom de mon groupe et pour rétablir une confiance malmenée, je vous demande, pour l'un des membres du groupe siégeant déjà à la commission, la présidence de la commission des marchés avec délégation de signature.

Je n'attends sur ces 5 points aucune réponse aujourd'hui, mais je reste à votre disposition pour en parler avec vous, dès que vous le souhaitez.

Mes chers collègues, je reviens sur l'appel républicain et la main tendue en novembre 2009, cela avait suscité tant d'émoi et si peu de résultats.

« On a tort d'avoir raison trop tôt » dit le dicton, mais « gouverner c'est prévoir » en dit un autre. Alors trouvons l'équilibre entre la vision pour un projet et la gestion au quotidien.

On aime tous nos communes et Marseille. On peut avoir des avis contraires, c'est la démocratie. Il faut un débat, c'est la vie politique.

Nous devons et pouvons travailler ensemble, c'est ce que je souhaite, et rien ne doit pouvoir nous séparer de cet engagement au service de nos communes, au service de tous, sauf la malhonnêteté et le mensonge.

Je vous remercie.

(Bravos et applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Muselier, une fois de plus entre votre discours de la veille et votre intervention dans l'hémicycle, il y a un fossé énorme. Théoriquement, je ne devais pas répondre, mais je ne vais quand même pas vous laisser dire n'importe quoi.

Tout d'abord, les faits sont sacrés et les commentaires sont libres, c'est vrai. Les faits concernent la justice. N'attendez pas de moi que je commente une affaire en cours. D'autre part, vous dites m'avoir tendu la main il y a un peu plus d'un an.

Est-ce tendre la main à quelqu'un dans un geste républicain que de lui offrir le livre Gomorra, ou bien essaie-t-on de salir celui à qui on offre le livre ?

Je crois que ce que vous avez voulu faire, à l'évidence, c'était cela et aujourd'hui, à la suite d'une garde à vue dont je ressors libre et sans charge, vous vous retrouvez un peu court.

Vous parlez d'éthique, mais je me souviens très bien de vos paroles à propos de l'annulation du marché de collecte en 2009. Vous m'avez dit: « *vous avez juridiquement raison, mais moralement tort* ». Finalement, la tonalité de votre discours aujourd'hui m'oblige à vous dire quelque chose. Juridiquement raison et moralement tort, je peux vous le retourner pour vos affaires privées.

(Applaudissements et protestations)

Ensuite, vous m'invitez à travailler ensemble, mais en commençant par mettre entre nous des mots comme « *malhonnêteté* » et « *mensonge* ». Permettez-moi de trouver cela complètement hypocrite.

Travailler ensemble oui, mais à condition que l'un des deux partenaires ne s'érige pas en juge à la place des juges. J'ai déjà dit que cette assemblée n'était pas un prétoire et nul n'a le droit, surtout pas vous, de s'autoproclamer procureur.

Je constate que je suis sorti libre et sans charge de cette garde à vue et que votre discours de ce matin a encore et toujours des allures de réquisitoire. Décidément, à vous écouter, l'envie me vient de vous dire : « *qui t'a fait juge ?* »

Pour le reste, je prends acte de ce que vous dites. S'agissant du dossier de l'eau, la Commission Une Agglomération Eco Responsable est mandatée et travaille et pourquoi ne pas l'élargir.

Quant à la métropole, vous savez très bien que j'ai pris toutes les initiatives possibles avec l'ensemble des Présidents d'EPCI, avec le Conseil de Développement de MPM qui travaille déjà et qui va continuer à travailler. Nous allons faire un forum commun avec le Pays d'Aix et le Pays d'Aubagne très bientôt. Nous avançons et toutes les bonnes volontés pour créer un pôle métropolitain sont les bienvenues.

Je crois que la polémique a assez duré. Vous avez fait votre effet oratoire. Je vous ai répondu. J'espère bien que désormais cette assemblée pourra travailler avec un peu plus de sérénité.

Je vous remercie.

(Applaudissements).

Monsieur Bennahmias, vous demandez la parole, je vous la donne, mais ensuite, nous arrêtons là et passons à l'ordre du jour.

Monsieur BENNAHMIA.- Monsieur le Président, je suis désolé, mais j'ai été mis en cause.

Question morale, chapeau ! Je ne savais pas que des discussions en off étaient répertoriées et répercutées avec différentes dérives.

Je n'ai évidemment dit cela. Par contre ce que j'ai clairement dit, c'est que les affaires que nous suivons aujourd'hui ont fait l'objet d'un an et demi d'écoutes téléphoniques et, je ne suis pas au courant de ces « un an et demi d'écoutes téléphoniques ». Je demande juste que la justice française aille le plus rapidement possible pour que l'on ne se retrouve pas dans 15 ans avec des affaires, s'il y en a, toujours non réglées.

Pour le reste, je peux vous dire que quand je prends ma voiture, avant d'ouvrir la porte, je ne regarde pas s'il y a une bombe dessous. Je vis ici à Marseille en toute démocratie et je compte bien y rester.

N'utilisez pas Monsieur Muselier ce genre de procédés qui sont des procédés totalement immoraux, je vous le demande et vous le dis sérieusement. Cette mise en cause est totalement irresponsable de votre part.

Pour finir, merci de la protection que l'UMP me proposerait, je m'en passerais, merci beaucoup.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je soumetts à votre approbation le procès verbal de la séance du 10 décembre 2010. S'il n'y a aucune observation, il sera considéré comme adopté.

(Pas d'observation)

Le procès verbal de la séance du 10 décembre 2010 est adopté.

Nous passons à l'ordre du jour proprement dit.

III – EXAMEN DES RAPPORTS

COMMISSION FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Coulomb, la Commission Fonctionnement s'est réunie le vendredi 4 février 2011, pouvez-vous me faire un compte-rendu de ces travaux ?

Monsieur COULOMB.- La Commission s'est bien déroulée. Tous les rapports ont reçu un avis favorable unanime de la Commission et les élus ont pris acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires.

1. FCT 001-11/02/11 CC - Rapport d'orientations budgétaires de l'exercice 2011

Monsieur GIORGI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, il s'agit du rapport d'orientations budgétaires 2011 qui précède obligatoirement pour nos collectivités le vote du budget primitif.

L'ensemble des orientations budgétaires vous a été distribué. Je crois qu'il est utile de rappeler dans quel contexte ce rapport a été établi.

Il y a bien évidemment un contexte général et un contexte propre à notre institution ensuite.

En ce qui concerne le contexte général, celui-ci a été établi dans une période de crise économique et financière que nous connaissons avec un endettement conséquent des budgets publics de l'Etat ou des collectivités locales.

Il y a un changement également dans la nature même des ressources des collectivités avec la disparition de la TP remplacée par la CET (contribution économique territoriale), la récupération de la part départementale de la taxe d'habitation, le transfert d'impôts, autrefois perçus par l'Etat et enfin, la Dotation Globale de Neutralisation si nécessaire. Voilà pour le contexte d'ordre général.

J'aborderai maintenant le contexte propre à notre institution.

Tout d'abord, il faut noter la création de deux budgets annexes : le budget annexe des transports et le budget annexe de la collecte et du traitement des déchets qui nous permettront de mieux appréhender les coûts et la contribution financière du budget général à ces budgets annexes.

Notons également l'inscription en année pleine de certaines dépenses telles que celles liées au fonctionnement du centre de traitement multi filières des déchets ou celles liées au recrutement de personnels supplémentaires pour la propreté qui ont eu lieu en fin d'année dernière.

Dans ce contexte général et dans ce contexte particulier, quels sont les objectifs poursuivis ? Quels sont les enjeux ?

D'abord assurer le niveau d'investissement permettant de soutenir l'activité économique mais aussi de parfaire les infrastructures du territoire pour satisfaire les besoins et le rendre plus performant.

Le rapport qui a vous été distribué explicite les deux grands axes de l'action prévue à savoir « *l'environnement atout maître du territoire* » et « *promouvoir un territoire d'excellence* ». Globalement, ce sont plus de 250 millions d'euros qui seront encore investis cette année.

Le deuxième objectif consiste à assurer les équilibres financiers de l'institution en maintenant notamment la capacité de désendettement à son niveau actuel, c'est-à-dire 16 ans. Pour ce faire, et dans ce contexte de stagnation des recettes, il est nécessaire de trouver des sources d'économie et de ne pas peser davantage sur le niveau de notre endettement, et donc de la charge financière de nos emprunts.

Dernier objectif : maîtriser la fiscalité et notamment la fiscalité ménages. Les taux ménages seront maintenus au niveau des années précédentes. Néanmoins pour être complet, il faut noter la revalorisation des bases de 2% et la diminution de l'abattement général à la base sur la taxe d'habitation à Marseille qui se traduit par une recette supplémentaire pour les autres collectivités et notamment pour la nôtre, et par un effort fiscal de la part des habitants.

Pour les entreprises, le Versement Transports sera porté de 1.8% à 2%, soit une hausse de 11.11%.

Dans ces conditions de recettes supplémentaires, globalement les recettes de fonctionnement devraient être en progression de 5,5% par rapport à l'exercice précédent et permettre d'atteindre les objectifs que l'on vient de décliner.

Merci de votre attention.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Giorgi. Y a-t-il des interventions ?

Monsieur SEMERIVA.- Monsieur le Président, chers collègues, on constate à la lecture du rapport d'orientations budgétaires 2011 que l'Etat poursuit son désengagement vis-à-vis des collectivités locales, puisque la Dotation Globale de Fonctionnement n'augmente que de 0,49% alors que l'inflation est de 1,8%.

En comparant la DGF d'autres grandes villes, comme Lyon ou Lille, à la nôtre, il est clair que les inégalités territoriales ne sont pas compensées. Lyon reçoit 330 millions d'euros soit 275 euros par habitant tandis que nous percevons 186 millions d'euros ramenant à la somme de 179 euros par habitant.

Monsieur GAUDIN.- Ce n'est pas vrai !

Monsieur SEMERIVA.- Excusez-moi, c'est dans le document !

Monsieur GAUDIN.- Ce n'est pas vrai !

Monsieur SEMERIVA.- L'effort de péréquation demeurant encore insuffisant pour notre collectivité, nous alertons nos parlementaires afin qu'ils pèsent de tout leur poids lors de l'élaboration de la prochaine Loi de Finances.

Monsieur GAUDIN.- Ça, c'est vrai !

(Rires et applaudissements)

Monsieur SEMERIVA.- Cette non-prise en compte de la réalité économique de notre territoire vient une fois de plus de s'illustrer dans le cadre du Grenelle de l'Environnement avec l'aide de l'Etat aux projets de transports urbains. Cette aide contribuera à environ 10% de nos investissements alors qu'ailleurs elle est de l'ordre de 20% !

Nous avons relevé que le rapport d'orientations budgétaires met l'accent sur la notion de Développement Durable. Ceci se concrétise par le Plan Climat communautaire, la politique de réduction des déchets et de tri sélectif, le développement des transports alternatifs à la voiture et la gestion de l'eau. On voit clairement que le Plan Climat est le pivot de ces différents axes de développement qui participeront, nul ne peut en douter, au dynamisme local de notre territoire et à son rayonnement.

Si très prochainement le « Profil Climat » de notre territoire sera présenté publiquement, le « Plan Climat Energie Territorial » qui en découlera permettra de mettre en œuvre à la fois une stratégie de lutte contre le réchauffement climatique, réduisant les émissions de gaz à effet de serre, et une stratégie énergétique, permettant des économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Dans ce domaine précis, la future Agence Locale de l'Energie, première en PACA, qui devra enfin voir le jour en 2011, jouera un rôle central d'information, de sensibilisation et de formation de l'ensemble des acteurs locaux.

Nous attendons des résultats significatifs de ces grands projets structurants, notamment des actions en faveur des ménages victimes de la précarité énergétique.

Les efforts pour réduire l'emprise de la voiture et pour développer les transports collectifs et les modes doux au sein de notre Communauté Urbaine sont notables, mais pas suffisants.

Ainsi, comme on a pu le lire cette semaine, le classement des villes françaises les mieux adaptées au transport et aux déplacements des Personnes à Mobilité Réduite (PMR) nous a relégué dans les derniers rangs.

Le développement des modes de déplacement doux, qui se matérialise par des aménagements de voirie, figure enfin dans les choix d'orientations budgétaires.

La Communauté Urbaine vient de lancer son schéma directeur des modes de déplacement doux qui s'inscrira dans notre futur PDU, et devra être présenté au Conseil d'ici la fin de l'année. Nos attentes sur ce sujet sont légitimement fortes.

En 2010, à la suite de l'augmentation de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, nous avons demandé la création d'une commission ad hoc dont l'enjeu serait de réduire la production de déchets à la source et de développer le tri sélectif à l'échelle de notre métropole. Nos propositions ont été entendues.

Ce que nous demandons aujourd'hui c'est que la collectivité soit exemplaire d'un bout à l'autre de la chaîne de traitement des déchets.

Les habitants de la Communauté Urbaine, dont la plupart sont réceptifs aux enjeux de la propreté urbaine, ne demandent qu'à être informés et formés aux gestes citoyens du tri. Poursuivons cet effort de sensibilisation.

Enfin 2011 se profile comme une année charnière concernant la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement. La plupart des contrats de DSP passés

avec la SEM pour l'eau potable et avec la SERAM pour l'assainissement parviendront à leur échéance fin 2013 au plus tard.

La gestion de cette ressource que nous considérons comme un bien commun devrait rapidement faire l'objet d'un débat communautaire. Tant la question du choix de gestion de ces services publics est imminente.

Nous avons sérieusement travaillé ces dossiers, à partir des documents que nous ont communiqués les services de la Communauté Urbaine, et nous nous déclarons prêts à apporter notre contribution à ce débat.

A ce propos, nous souhaitons qu'une commission de contrôle de nos DSP soit créée cette année, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales. Cette commission chargée d'examiner les comptes, recettes et dépenses des délégataires, permettrait aux élus d'exercer un contrôle financier, mais aussi technique et juridique des contrats.

Pour conclure, j'ajouterai qu'à l'appui de ce rapport, nous espérons que la prise en compte des problèmes liés au coût du logement et du transport permettra de prévenir et de réduire la précarité énergétique des ménages.

Nous voulons croire que la mise en œuvre des actions annoncées, notamment la maîtrise de l'énergie, le développement des transports collectifs et des modes doux et le contrôle du service public de l'eau, permettra l'émergence d'une vraie politique sociale communautaire.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements)

Monsieur COULOMB.- Monsieur le Président, mes chers collègues, la présentation du rapport d'orientations budgétaires est pour notre collectivité le moment de se projeter sur le prochain exercice budgétaire et d'afficher nos ambitions pour faire face aux attentes de nos concitoyens.

Cependant les perspectives qui s'offrent à nous ainsi que le contexte économique actuel ne sont pas de nature à nous faciliter la tâche.

Comme l'indique le document que vous avez entre les mains, il s'agit bien d'affronter une rupture de tendance.

- En premier lieu, une rupture liée à la crise économique et financière que connaît notre pays comme la quasi-totalité des pays européens et une bonne partie des pays de notre planète, ce qui a pour effet d'accroître encore le déficit de l'Etat.

Devant cette situation, l'Etat a affiché clairement sa volonté de faire reposer de plus en plus sur les collectivités territoriales, l'effort de redressement. Mais en face de cet effort supplémentaire qui nous est demandé, l'Etat gèle sa participation ou à tout le moins envisage une proposition en deçà de l'augmentation du coût de la vie.

La baisse de l'activité économique que connaît notre pays et notre région également, nous contraint à nous impliquer encore davantage dans notre action sur l'activité régionale.

- En deuxième lieu, une rupture liée à la réforme de la fiscalité des entreprises. La suppression de la Taxe Professionnelle nous a coupés du dynamisme fiscal lié à cette taxe. S'il est vrai que l'Etat va compenser en 2011 comme il l'a déjà fait en 2010, notre perte de ressources, il faut bien voir que c'est sur la base des données de 2008 et sur le montant perçu en 2009, ce qui implique pour notre collectivité, une stagnation de ses ressources.

Pour les années à venir, rien n'est arrêté à ce jour. Et si je me réfère aux propositions faites par le rapporteur du budget Gilles Carrez, cette compensation devrait commencer à s'éteindre progressivement à compter de 2012. Cette perte d'autonomie

fiscale génère pour notre collectivité et j'ai déjà eu l'occasion de le mentionner ici, un manque de ressources de l'ordre de 20 millions d'euros par an.

Dans ce contexte difficile, je ne peux que me féliciter de la mise en place depuis le début de ce mandat d'une nouvelle culture budgétaire basée sur la prospective de nos engagements. Cette vision à moyen terme sur plusieurs exercices de nos grands équilibres budgétaires et de la mise en place d'une politique de maîtrise de nos dépenses de fonctionnement rigoureuse va nous permettre d'amortir les effets de rupture de tendance que je viens d'évoquer.

En effet, en dépit d'un affaiblissement sensible de nos ressources, nous allons pouvoir continuer notre volonté de désendetter notre collectivité en maintenant notre capacité de désendettement autour de 16 années, tout en maintenant un investissement conséquent qui devrait avoisiner pour cet exercice 2011 les 250 millions d'euros autour de deux axes forts que sont l'environnement comme atout maître de notre territoire et la promotion d'un territoire d'excellence.

Je ne développerai pas ces deux axes, je vous renvoie au document de présentation qui explicite dans le détail les priorités et les actions à entreprendre en 2011 en matière d'investissement.

Cette année encore, à la demande du Président Caselli, la fiscalité ménages sera maintenue à son niveau de taux antérieur et la prospective mise en œuvre devrait permettre de maintenir cette volonté jusqu'à la fin du mandat.

Enfin, je voudrais insister sur deux novations qui vont marquer le budget 2011 : il s'agit de la mise en place des budgets annexes concernant les transports et la collecte et le traitement des déchets. Ces deux outils budgétaires vont permettre d'assurer une plus grande transparence sur ces deux compétences fondamentales de notre collectivité qui représentent à elles deux, un peu plus de 48% de notre budget en matière de fonctionnement. Ces outils budgétaires vont permettre de mettre en évidence le coût réel de ces deux compétences et d'éclairer leur impact réel sur le budget principal au travers de dotations de participation à leur propre équilibre.

Nous serons ainsi en mesure de visualiser facilement les conséquences budgétaires de nos décisions et de nos choix à venir en matière de transports et en matière de collecte et de traitement des déchets.

Pour conclure, dans un contexte économique et financier difficile, notre démarche budgétaire, basée sur la programmation pluriannuelle de nos investissements et la prospective de nos grands équilibres financiers va nous permettre de maintenir le cap et de respecter les engagements pris par notre Président au début de son mandat.

Les marges de manœuvre sont étroites et notre latitude mince, mais le cadre budgétaire mis en place devrait nous permettre d'envisager l'avenir avec une certaine sérénité.

Je vous remercie de votre attention.

Monsieur MAGRO.- Monsieur le Président, chers collègues, ce rapport sur les orientations budgétaires marque la volonté d'aborder le fond des questions. Il évite le recours systématique aux chiffres, peut-être même un peu trop. Il essaie de mettre en perspective ce qui est déterminant pour une réalité en mouvement.

D'un côté les conséquences d'une politique qui n'est pas la nôtre :

- Suppression de la Taxe Professionnelle et compensation figée d'une partie des recettes,
- Faiblesse des recettes de Marseille Provence Métropole en dotations par rapport aux autres Communautés Urbaines,

- Gel de ces mêmes dotations pour au moins 4 ans,
- Baisse tendancielle de la part des ressources provenant des entreprises et bien évidemment, aux dépens des familles.

D'un autre côté la mise en exergue des grands atouts du territoire autour de deux thèmes : l'environnement exceptionnel qui est celui de MPM et la recherche de l'excellence comme moteur du développement.

Sur ce dernier point, de notre point de vue, un effort sémantique est à faire pour ne pas laisser accréditer l'idée que l'excellence ne serait que le produit de la compétition et pourrait ainsi laisser des pans entiers des habitants sur le carreau, ce qui bien sûr empêcherait toute compétitivité réelle à moyen terme.

Donc l'excellence sans solidarité, cela n'existe pas.

Pour le prochain rapport d'orientations budgétaires nous proposons qu'un troisième thème soit abordé : la solidarité, afin de rééquilibrer le texte, de donner du sens à ceux déjà traités : environnement et excellence, de retrouver l'idée pleine et entière de développement durable qui ne doit jamais reposer seulement sur l'environnemental et l'économique en négligeant le social.

Cela est d'autant plus possible que nous n'avons pas à rougir de ce que nous faisons déjà dans les transports, le logement, la politique de la ville, l'insertion par l'économie, l'accès à la plaisance populaire, la coopération décentralisée, etc.

Nous sommes disponibles pour contribuer à ce nécessaire travail conceptuel de rééquilibrage, qui passe par la valorisation de la solidarité comme moteur de notre politique.

C'est le message essentiel que je voudrais faire passer aujourd'hui.

Juste un mot, mais comme cela a été traité par Vincent Coulomb, je ne serai pas long, pour saluer positivement la création des budgets annexes "Transports" et "Déchets" qui vont permettre plus de transparence, une vision plus exacte du réel et une meilleure planification des dépenses et des recettes.

Pour terminer, c'est une question qui n'a été traitée par personne jusqu'à présent, elle va surtout nous concerner pour les budgets 2012 à 2015, c'est une question déterminante.

Je voudrais attirer l'attention de l'assemblée sur la mise en place à partir de 2012 de la péréquation nationale horizontale. Ce dispositif est une petite réponse au gel des Dotations d'Etat, destiné à donner quelques marges de manœuvre aux intercommunalités les plus pauvres. Il s'agit par étapes de récupérer d'ici à 2015, un milliard d'euros auprès des plus riches et de les donner aux plus pauvres, dont nous sommes.

Dont nous sommes à condition que la répartition se fasse selon des règles non encore définies, en l'occurrence par catégories d'intercommunalités, d'où l'importance que nous soyons actifs partout où cela va se décider vraiment d'ici l'automne prochain.

Cette question est majeure si nous voulons garder quelques marges de manœuvre et respecter les engagements pris concernant la fiscalité famille notamment.

Cette question est encore plus importante pour les communes qui pourraient bénéficier des 50% de reversements que les EPCI devront effectuer en direction des communes éligibles. Ce qui est très sensible dans cette affaire, c'est que notre Ville centre, Marseille, est la seule grande ville de France à être en dessous d'un seuil de pauvreté, mais pour qu'elle soit éligible à cette péréquation, Marseille a impérativement besoin que MPM le soit. Il serait effectivement dramatique qu'elle ne soit pas éligible car cela empêcherait Marseille de l'être.

Aujourd'hui cela est possible, voire probable, mais pas certain et je propose que cette question soit exposée aux membres de la Commission Fonctionnement dès la

prochaine session et que l'on se donne les moyens d'être actif dans les lieux où les choses se décident vraiment.

Merci de votre attention.

Monsieur MUSELIER.- Monsieur le Président, la crise financière de 2008, 2009 s'est transformée en crise économique au cours de l'année 2010. Pour réagir, notre pays a engagé des efforts majeurs sur les finances publiques.

C'est dans ce contexte particulièrement difficile que l'Etat a lancé de grandes dépenses d'investissement pour préparer au mieux notre pays à l'après crise. Il est indispensable, dans cette période critique, de continuer et de croire en l'avenir tout en restant rigoureux dans la gestion des deniers publics.

L'année 2011 marque une nouvelle étape dans la préparation de l'avenir et la lutte contre les déficits. Grâce au frémissement d'une croissance retrouvée, les déficits publics de l'Etat, des collectivités territoriales et de la Sécurité Sociale amorcent une décrue conformément aux projections prévoyant un retour du déficit au-dessous de 3% du PIB, à l'horizon 2014.

Les efforts déployés au niveau national doivent être relayés au niveau local afin que tous ensemble, nous puissions assurer le quotidien avec sérénité et regarder l'avenir avec confiance.

Le rapport d'orientations budgétaires que vous nous présentez ce matin est divisé en deux parties bien inégales. Les neuf premières pages tentent de dresser un état des lieux de l'environnement budgétaire de notre institution sans vision politique, beaucoup de littérature, mais pas de précisions utiles susceptibles de renseigner un tableau décliné en fourchette prévisionnelle des dépenses, bref, de l'approximatif, non étayé, non argumenté.

La fin du document rassemble quelques poncifs, un peu de bonne volonté, mais finalement, rien de concret.

Je vais apporter quelques commentaires à vos affirmations.

Comme je le disais précédemment, le contexte économique national et international est particulièrement difficile. Il pèse lourdement sur nos concitoyens et nos entreprises.

Nous devons nous féliciter que les taux des impôts reposant sur les ménages restent inchangés en 2011 pour Marseille Provence Métropole. Cependant, et j'imagine que cela ne peut relever que d'un oubli de bonne foi, vous ne faites pas état de la manne financière que vous apportez l'effort supplémentaire des Marseillais et le courage politique du Maire de Marseille qui propose la diminution de l'abattement général à la base de 15 à 5% de la valeur locative moyenne (VLM). Elle génère mécaniquement une recette supplémentaire de 10 millions d'euros pour MPM. Vous pourriez en profiter pour diminuer la fiscalité. Vous vous gardez bien en tout cas d'y faire référence.

Permettez-moi de vous rappeler que vos amis politiques qui se félicitent aujourd'hui des conséquences financières positives d'une telle mesure, ont voté contre lors du Conseil Municipal de Marseille, vous le premier.

La cohérence et les responsabilités politiques sont affaire d'équilibre de vote dans les hémicycles.

Votre rapport dénonce, et je le regrette, mais ne nous propose rien. Votre rapport dénonce un bouleversement des ressources. En effet, suite à la réforme de la fiscalité locale, les ressources de MPM sont plus dépendantes de la fiscalité des ménages qu'auparavant, mais les compétences de MPM ont une implication directe et réelle dans la vie quotidienne de chacun d'entre nous : la propreté, les transports, la voirie pour n'en citer que quelques-unes, mais en tout cas les plus importantes.

C'est important de rapprocher les citoyens de notre institution, car cela fait pleinement partie de leur vie quotidienne, il est donc naturel que les finances de MPM dépendent des premiers bénéficiaires de ces réalisations. Vous n'avez pas à vous soustraire de cette responsabilité politique, nous la vivons tous au sein de nos communes.

Le rapport regrette une supposée perte de dynamisme des ressources et une perte d'autonomie financière. Rappelons tout de même que la suppression de la Taxe Professionnelle et la réforme de la fiscalité locale étaient une impérieuse nécessité, reconnue par toutes les tendances politiques, en dehors des prises de position conjoncturelles ou partisans allégeant ainsi le coût du travail en France de près de deux milliards d'euros par an.

La Cotisation Economique Territoriale (CET) consolide incontestablement le lien fiscal entre le territoire et les entreprises. La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises assure le dynamisme des ressources des communes et des intercommunalités.

Pour simple exemple, entre 2003 et 2008, la valeur ajoutée des entreprises a augmenté de 4.1 alors que les bases de la TP de 3. Le dynamisme des ressources de MPM est donc consolidé par cette réforme. Merci au gouvernement.

Votre rapport dénonce une absence de visibilité de l'évolution des nouvelles ressources fiscales. La réactualisation des bases locatives à l'horizon 2014 laisse tout de même présager une hausse des taxes perçues par MPM.

Le meilleur allié du dynamisme des ressources demeure la bonne santé de nos entreprises ; il est donc primordial de lutter contre toute sorte de blocages qui nuisent au développement des entreprises et donc à notre territoire.

La structure du budget 2011 que vous nous annoncez connaît un profond changement avec la création de deux nouveaux budgets annexes pour la collecte et le traitement des déchets d'une part et pour le transport d'autre part.

Nous nous félicitons de cette décision que nous appelions de nos vœux depuis longtemps. Il sera ainsi plus facile de suivre l'évolution des politiques engagées et d'établir un bilan. Cependant, plusieurs remarques viennent atténuer ces décisions.

Première remarque : le rapport établit une hausse de 60% du budget de fonctionnement alloué au centre de traitement multi filières des déchets. Lors de la décision de la création d'un tel établissement, chacun de nous était conscient des conséquences financières du fonctionnement d'un tel équipement. Néanmoins, nous pouvons nous réjouir que ce soit finalement le projet initial qui est mis en service et non celui de l'audit de février 2009 qui prévoyait un surcoût conséquent de 10 millions d'euros par an pendant 20 ans pour les frais de fonctionnement, sans oublier les 65 millions d'euros minimum pour la construction d'une unité supplémentaire.

Dans ce registre, nous resterons particulièrement attentifs aux moyens alloués à la propreté, à la collecte des déchets mais aussi et surtout, au résultat sur l'ensemble de nos 18 communes.

Deuxième remarque : la création du budget annexe pour les transports résulte aussi de l'une de nos volontés et nombreuses demandes. En tout cas, c'est fait et tant mieux.

Le rapport précise qu'une telle création entrainera le glissement de la subvention d'investissement vers la section de fonctionnement. Il ne faudrait pas, au prétexte de la création de ce budget annexe, que l'investissement indispensable à notre réseau de transport soit sacrifié pour pallier l'augmentation des frais de fonctionnement. Pour mémoire, entre 2008 et 2010, la subvention d'équilibre de la RTM a augmenté de plus de 40 millions d'euros, affectés exclusivement aux frais de fonctionnement car la subvention d'équilibre restait stable.

Troisième remarque : page 23 de ce rapport, vous rappelez l'importance du réseau des pistes cyclables pour promouvoir les modes de déplacements alternatifs, mais depuis 2008, la dynamique initiée sous l'ancienne mandature a été brisée. Aucune piste cyclable je crois n'a été engagée ou mise en place à notre grand regret et celui de vos amis Verts.

Quatrième remarque : toujours à la page 23, le rapport précise que les études concernent l'extension du tramway sur la rue de Rome qui sont attendues pour la fin 2011. Mais alors, quel est le sens du marché de maîtrise d'œuvre attribué le 26 janvier 2011 ? L'objet de ce marché est, je cite, « *la conception, la réalisation, la mise en service et la période de parfait achèvement de ce prolongement et porte sur le système de transport, le génie civil, la voirie, les aménagements et les équipements urbains.* »

Permettez-moi de rappeler, Monsieur le Président, les propos de Patrick Mennucci dans cet hémicycle lors de la séance du 1^{er} octobre 2010 (c'est à la page 37) : « *Castellane ne se fera jamais* ». Vous affirmiez vous-même Monsieur le Président, qu'on ne pourrait se prononcer qu'à l'issue de ces études et qu'aucune décision ne pourrait être prise ici. Donc nous sommes là dans une situation d'incompréhension totale. Je crois que vous avez bien compris le sens de ma remarque en ce qui concerne le tramway et les travaux.

J'aimerais terminer sur une note d'espoir en observant un changement profond pour ne pas dire une révolution dans l'approche quasi philosophique des finances publiques. Ce rapport précise que le financement des besoins nouveaux ne pourra plus être assuré que par la progression naturelle des recettes de fonctionnement, mais aussi par des économies sur les dépenses. C'est une avancée majeure dans l'appréhension de la dépense publique de votre part. En effet, les finances de l'Etat, des collectivités territoriales et des organismes sociaux ne permettent plus une opposition partisane sur des solutions à apporter à la crise et à l'appauvrissement des ressources. Je dois donc approuver vos propos.

Cependant, si je m'en réfère aux dérives de la masse salariale, aux dérives de la subvention d'équilibre de la RTM et au surcoût de l'incinérateur sur lequel j'ai déjà eu l'occasion de vous alerter plusieurs fois, j'observe un décalage entre vos dires et le faire.

Annoncer des économies sur les dépenses de fonctionnement est une chose, encore faut-il les ramener en-dessous de l'inflation afin de pouvoir continuer à investir. Dans vos annonces, je ne vois aucun investissement stratégique mobilisateur au niveau de l'agglomération.

Je conclurai en disant que le groupe UPAC prend acte de ce rapport.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Muselier. Ce rapport n'appelle pas de vote.

2. FCT 002-11/02/11 CC - Taxe Locale d'Equipement. Remise gracieuse des majorations et intérêts de retard

Monsieur COULOMB.- Vote unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

3. FCT 003-11/02/11 CC - Opération d'intérêt national Euroméditerranée. Approbation du protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et du protocole opérationnel de la première phase (2011-2020)

Monsieur MOREL.- Il s'agit de présenter le protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et du protocole opérationnel de la première phase (2011-2020) adoptés par le Conseil d'administration de l'EPAEM lors de sa séance du 2 décembre 2010. L'ensemble des partenaires va approuver ce document qui sera ensuite signé par tout le monde. La clé de financement reste la même : 15.1 % pour MPM.

Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur DUTOIT.- Monsieur le Président, je voudrais attirer l'attention de notre assemblée et de vous-même Monsieur le Président, sur le fait que le groupe communiste va voter à l'unanimité pour ce rapport.

Mais vous comprendrez que je dise un mot, notamment sur le fait que cette extension d'Euroméditerranée peut être saisie comme une opportunité extraordinaire du développement non seulement des quartiers considérés, mais également de Marseille et de sa métropole. Il s'agit donc de bien travailler à la définition du contenu du développement d'Euroméditerranée.

Celui-ci est partagé, je l'avais discuté et travaillé avec le prédécesseur de M. Guy Teissier, M. Renaud Muselier pour que la requalification urbaine amène un plus pour les populations.

Mais par contre, une petite voix me dit qu'il nous faut réfléchir ensemble, si nous voulons continuer à être unanime sur ce dossier, à l'avenir des bassins qui jouxtent le territoire d'Euroméditerranée II, les bassins du Radoub. J'entends cette petite voix me dire que certains ici ou ailleurs, souhaiteraient éventuellement les récupérer pour les intégrer dans le territoire d'Euroméditerranée. C'est là où je veux en venir.

Car que n'avons-nous pas entendu depuis quelques semaines sur les portuaires de Marseille faisant grève légitimement...

(Protestations)

... afin de garantir non seulement leur propre avenir mais également celui de la ville et de la métropole.

J'en veux pour preuve tout simplement le fait que le gouvernement, on l'a appris hier, accepte de se mettre à la table des négociations après un premier accord entre les salariés du port, toutes catégories confondues, et les patrons.

C'est ce que l'on a appris aujourd'hui et, comme Joël Dutto l'a dit au Conseil Municipal, le gouvernement accepte de discuter sur la question de l'avenir des retraites, notamment des dockers. Le gouvernement l'a accepté hier, il va se mettre autour de la table des négociations. C'est pour cette raison que la CGT, comme nous en avons été accusés au Conseil Municipal, soutenue totalement par FO, y compris au niveau national, a suspendu le mouvement de grève jusqu'à vendredi pour que ces négociations se poursuivent dans de bonnes conditions. Mais plus encore,...

Des voix.- Casseurs d'entreprises !

Monsieur DUTOIT.- Effectivement, vous êtes pour certains des casseurs d'entreprises. Je vais vous répondre tout de suite.

Que n'a-t-on pas entendu à propos de la Cour des Comptes qui venait de faire un rapport sur le GPM ! Et là, la surprise ce matin dans un grand journal marseillais. Je cite : « *M. Jacques Truau, Vice-président du Conseil de Surveillance du GPM (je ne crois pas qu'il dirige la CGT) n'est pas d'accord avec les conclusions de la Cour des Comptes* ». Et il dit : « *Je pense qu'il y a eu une erreur (il parle de la Cour des Comptes), car si on peut critiquer la productivité des dockers, je peux vous dire que pour les salaires, ceux de Marseille sont dans la moyenne des ports méditerranéen* ».

Alors, Mesdames et Messieurs, chers amis, si vous ne voulez pas entendre ce que les élus communistes vous disent et ne cessent de vous dire, avec les salariés du port, écoutez au moins les représentants du patronat portuaire qui confirment, noir sur blanc, ce que nous ne cessons de dire depuis des années.

J'en veux pour preuve que cette bataille était légitime et je reviens à mes propos, Monsieur le Président, j'ose espérer que cette charge médiatico-politique contre les portuaires de Marseille n'avait pas pour objectif de créer les conditions de l'acceptation de la récupération des bassins du Radoub dans le cadre d'Euroméditerranée.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Teissier demande la parole.

Monsieur TEISSIER.- Merci Monsieur le Président.

Je voudrais profiter de ce rapport pour faire un point d'étape des travaux accomplis sur Euroméditerranée et peut-être mieux faire comprendre ce que représente ce protocole.

Au début, je me suis dit que j'allais tenter de rassurer M. Dutoit. En fait, M. Dutoit s'est servi d'Euroméditerranée pour immédiatement – il est vrai que la frontière est très fine entre Euroméditerranée et Marseille – nous parler du port et se faire porte-parole de son syndicat favori, la CGT. Bien évidemment, ce que vous venez de dire n'a rien à voir avec Euroméditerranée. Dès que vous voyez quelque chose qui change, vous voyez rouge !

Evidemment, ça bouge aux confins du port. On change les choses, on fait avancer la vie. La démocratie fonctionne. Vous disiez que lorsque vous étiez Député Maire des quartiers Nord, vous discutiez et vous conversiez avec Renaud Muselier, mon prédécesseur. Je vous signale qu'aujourd'hui avec Mme Samia Ghali et Mme Lisette Narducci, le dialogue continue. Pas plus tard qu'hier d'ailleurs, nous travaillions sur Euroméditerranée II.

Si nous avons écouté vos prédécesseurs concernant le port, nous ne serions pas aujourd'hui en train de construire sur le J4, le MUCEM, le CRM, la darse qui va entourer harmonieusement le Fort Saint Jean, bref, nous serions toujours les deux pieds dans le même sabot et rien n'aurait changé.

Heureusement qu'il y a des volontés, des volontés conjuguées, des volontés partagées de toute part pour faire avancer cette ville.

Vous connaissez mon attachement à porter le projet Euroméditerranée aux côtés des collectivités, MPM, la Ville de Marseille, le Conseil Général, et ma détermination à permettre un développement harmonieux de cette opération d'aménagement urbain.

Euroméditerranée offre à notre ville la chance de faire chaque jour un pas vers la modernité. Il m'est agréable de constater que malgré l'épineuse crise financière qui a ralenti le développement de l'opération, nous ayons conjugué nos efforts pour lancer de grands chantiers emblématiques. Je les citais tout à l'heure : le MUCEM, le CRM, sur le J4, le tunnel du littoral qui ouvrira d'ici quelques semaines et qui permettra à la circulation d'être mieux irriguée.

Et tout de suite après le boulevard du littoral qui va constituer une des entrées majeures de notre ville et qui sera livré en mars ou avril de l'année prochaine et demain, le FRAC, le Théâtre de la Minoterie, Euromed Center, les Terrasses du port, et j'en passe...

Ainsi, nous avons, ensemble, depuis plus de deux ans, et dans la lignée de nos prédécesseurs, projeté Marseille dans une nouvelle ère, celle du changement, qui semble faire peur à notre collègue, celle des changements visibles et rassurants pour notre population.

En témoignent l'intensification des synergies entre la ville et le port. Car le port ne peut pas rester une espèce d'enclave, une espèce d'extraterritorialité. Les choses changent, les choses évoluent et le port doit aussi évoluer.

Je me félicite de la contribution majeure au projet international « Marseille Provence 2013 », et de la promotion du développement durable avec l' « extension » qui préfigure la ville éco-citoyenne de demain, celle que nous souhaitons tous.

Et c'est bien de cette ville éco-citoyenne dont il est question dans ce protocole que nous allons voter dans quelques instants à la majorité et à l'unanimité semblerait-il, ce qui est prometteur pour l'avenir.

Un certain nombre de rencontres, pilotées par M. le Préfet de Région et réunissant l'ensemble des partenaires, ont permis d'approuver, lors du Conseil d'administration du 2 décembre dernier, le contenu du futur « protocole cadre de partenariat pour l'extension », et donner naissance à l'Ecocité, la ville éco-citoyenne dont nous rêvons tous.

Ecocité qui suscite un certain engouement vis-à-vis de partenaires dont l'expérience et l'expertise constituent des atouts non négligeables.

En somme, ce protocole constitue la prochaine feuille de route de l'Etablissement Public pour les 10 prochaines années, et il se concentrera principalement sur des chantiers situés dans des quartiers où vous êtes élu :

- la continuation du périmètre d'Euromed I vers le Nord et la création d'une première tranche du parc à Bougainville ; cet aménagement est particulièrement structurant pour la valorisation des opérations des Docks Libres et de ses 800 logements ;

- l'aménagement des espaces autour du pôle d'échange multimodal à créer à l'occasion du prolongement du métro à Gèze ;

- la création d'un grand quartier de logements, 2000/2500 logements, commerces et équipements, bien visible et structuré, autour du pôle de Gèze, la rue de Lyon et les disponibilités foncières entre rue de Lyon et chemin de la Madrague Ville;

- la mise en valeur des mêmes terrains pour lancer dès la première phase un grand espace public, et accompagner la rénovation du marché aux Puces ;

- et dans le village des Crottes, l'aménagement de la place de l'église St Jean de Jérusalem, et un programme de rénovation urbaine, avec des crédits ad hoc à dégager, qui ne figurent pas encore dans ce bilan

Le coût total des aménagements pour cette première phase 2011-2020 est de 324 millions d'euros et je tiens à cet instant à saluer les efforts des collectivités locales, Communauté Urbaine, la Ville de Marseille, le Conseil Général et l'Etat, dont, je dois le dire, l'engagement a été sans faille.

Cette opération est exemplaire en tout point et j'espère qu'elle va continuer à se poursuivre dans ce climat de concorde et de consensus car elle prouve à qui veut l'entendre que lorsque les collectivités locales, lorsqu'il y a des volontés partagées de faire ensemble des choses pour le mieux vivre de nos concitoyens pour demain, nous arrivons à faire ensemble des choses grandes, des choses belles, des choses où il fera mieux vivre dans cette ville. Donc, je pense que les uns et les autres, nous ne pouvons que nous en féliciter.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Teissier. Je vous communique une information, le tunnel d'entrée de ville est un bel exemple de continuité républicaine. Il a été délibéré sous la mandature de Jean-Claude Gaudin, il a été entièrement réalisé sous cette mandature puisque MPM est maître d'ouvrage.

Ce tunnel sera mis en service le 21 mars et nous l'inaugurerons probablement le 18 avril.

Monsieur Blum, vous avez demandé la parole.

Monsieur BLUM.- Merci Monsieur le Président. Vous comprendrez que je ne peux pas laisser sans réponse ce qui a été dit par notre collègue M. Dutto.

Des Voix.- « Dutoit » !

Monsieur BLUM.- Oui, M. Dutoit. Veuillez m'excuser, mais je ne pense pas qu'en parlant de l'un, j'insulte l'autre.

Tout d'abord, il va sans dire que je souscris totalement aux propos qui ont été très bien évoqués par mon collègue Guy Teissier. Il faut bien évidemment en ce domaine évoluer. S'agissant des rapports entre la Ville et le Port, il faut qu'il y ait de plus en plus de synergie. Je crois que la ville et le port ont décidé de le faire et je pense que c'est une bonne chose pour l'ensemble des acteurs, aussi bien des acteurs de la ville que des acteurs du port de Marseille.

Alors, Monsieur Dutoit, il est incontestable, que vous le vouliez ou non, que si nous en sommes à Marseille, dans la situation actuelle, c'est en raison de son manque de fiabilité sociale et des grèves constantes qui sont organisées par votre syndicat préféré.

La preuve en est, puisque vous faites des comparaisons avec les ports européens, que lorsque Marseille, d'une année sur l'autre, enregistre un accroissement de 3% en ce qui concerne son trafic, Barcelone est à 6, Gênes est à 7, Anvers est à 12 et Rotterdam à 15.

En ce qui concerne les salaires des dockers et des agents du port, si M. Truau a sans doute raison pour dire qu'ils se situent dans la moyenne européenne, je crois que c'est vrai, la Cour des Comptes le dit clairement.

Mais quand on cite la Cour des Comptes Monsieur Dutoit, il faut la citer totalement. Les salaires des dockers sont les mêmes dans la moyenne européenne, mais simplement à Marseille et à Fos, c'est pour 12 à 14 heures de travail par semaine. En revanche, à Rotterdam et à Anvers, c'est pour 28, 30 ou 35 heures par semaine.

(Applaudissements)

Quand on cite le rapport d'une grande institution comme la Cour des Comptes, on le cite totalement.

Maintenant, je pense que l'heure n'est plus aux polémiques. Je n'ai pas l'intention de continuer dans ces polémiques, l'heure est maintenant à la reprise du travail. J'observe avec un certain plaisir que les grèves ont été suspendues. J'espère qu'elles le sont définitivement.

Le gouvernement a engagé le dialogue, il l'a engagé depuis plusieurs semaines déjà. Des propositions ont été faites sur la pénibilité sur une base de deux ans. Que chacun prenne ses responsabilités, que chacun se remette au travail, que la loi sur la réforme portuaire soit appliquée et appliquée avec fermeté.

Je pense qu'à ce moment-là, dans l'intérêt de notre économie, tous les acteurs du port de Marseille pourront travailler sérieusement.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Blum.

4. **FCT 004-11/02/11 CC - Approbation d'une convention d'objectifs pour le Conseil de Développement de Marseille Provence Métropole avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et demande de subvention**

Monsieur MOREL.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

5. **FCT 005-11/02/11 CC - Approbation des tarifs 2011 des documents communiqués au public**

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

6. **FCT 006-11/02/11 CC - Approbation des ratios de promotion pour les avancements de grades de la catégorie B de la filière technique au titre de l'année 2011**

Monsieur MOREL.- Il s'agit de l'approbation des ratios de promotion pour les avancements de grades de la catégorie B de la filière technique au titre de l'année 2011, suite à une modification des décrets intervenus en novembre 2010. Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- Il y a une petite erreur, je n'ai pas fait voter le rapport n°3. Donc, je vous le soumetts maintenant.

3. **FCT 003-11/02/11 CC - Opération d'intérêt national Euroméditerranée. Approbation du protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et du protocole opérationnel de la première phase (2011-2020)**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

7. **FCT 007-11/02/11 CC - Actualisation de la délibération FAG/51/CC du 26 juin 2006 relative au régime des astreintes et permanences applicables aux agents de Marseille Provence Métropole**

Monsieur MOREL.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

8. **FCT 008-11/02/11 CC - Prise en charge du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements des agents communautaires entre leur domicile et leur lieu de travail.**

Monsieur MOREL.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION DÉVELOPPER LES TRANSPORTS URBAINS ET PÉRIURBAINS

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Molino, la Commission s'est réunie le 4 février, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur MOLINO.- Avis favorable unanime de la Commission.

9. **DTUP 001-11/02/11 CC - Approbation de l'avenant n°1 au contrat d'obligation de service public pour l'exploitation du service de transport public urbain de Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille**

Monsieur GARNIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, mon intervention portera sur le rapport n°9, et sur le rapport n°21 également, concernant l'approbation du Plan de Mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics de Marseille Provence Métropole.

L'intégration du service concernant les personnes à mobilité réduite à la RTM est une étape importante vers une citoyenneté puisque nous rentrons dans le droit commun. Cela permettra certainement une synergie plus grande avec les moyens mis à disposition par notre collectivité en faveur des personnes à mobilité réduite notamment sur le tramway, même si effectivement des efforts sont à produire sur d'autres modes de transport.

Je vous rappelle également que nous avons voté unanimement, il y a de cela quelques semaines, un plan de mise en accessibilité des arrêts de bus et des pôles d'échange pour 83 millions d'euros. Bien entendu, ce plan de voirie est en total complémentarité avec ceux que nous avons votés précédemment.

Il s'agissait depuis 2007 de définir avec les associations, les bases d'une métropole ouverte à tous. Un effort considérable est réclamé puisque selon une estimation de 1200 euros du mètre linéaire, le calcul pour les 1800 kilomètres de voirie de notre intercommunalité mène à un chiffre tout à fait considérable. On estime, sur une période relativement longue, à environ deux milliards d'euros les sommes nécessaires pour arriver à une métropole totalement accessible.

Bien entendu, cela va nécessiter des efforts et une programmation très importante, mais également une intégration de ce qui a été défini avec les associations pour être, au-delà de la loi, ce qui est considéré ici comme des espaces publics qui permettent un accès à tous. Une intégration au règlement voirie est donc absolument nécessaire, Monsieur le Président, pour que cela soit opposable à tous les aménageurs présents sur notre territoire.

Monsieur le Président, vous avez entendu tout à l'heure certains de nos collègues faire référence à un classement dont les critères de l'enquête sont, me semble-t-il,

parfois contestables. Ce classement nous place en queue de peloton. Il faut tout simplement mettre les bouchées doubles pour faire remonter MPM dans le classement des villes de France. Je crois que nous avons aujourd'hui l'occasion, certes avec les orientations budgétaires, mais également avec le prochain budget, de traduire cette volonté.

Je vous remercie.

Monsieur DUTTO.- Monsieur le Président, chers collègues, au nom de notre groupe, je voudrais vous faire part de toute notre satisfaction de voir ce rapport proposé aujourd'hui au vote de notre assemblée.

Nous franchissons une nouvelle et importante étape avec la proposition d'approbation à l'avenant n°1 annexé au contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de MPM avec la RTM.

Cette disposition vient compléter la délibération votée lors du Conseil Communautaire du 10 décembre 2010, confiant l'activité de transport des personnes à mobilité réduite à la RTM, mettant fin ainsi à la DSP passée avec Handi'lib.

Importante puisque cela représente l'aboutissement d'un long combat mené par les associations de personnes handicapées et un certain nombre d'élus qui n'acceptaient pas le traitement différencié et inégalitaire face à la problématique des transports.

Oui, comme toute autre personne, celle atteinte de déficiences handicapantes a besoin de pouvoir quotidiennement se déplacer, elle doit pouvoir le faire dans les mêmes conditions que tout autre de nos concitoyens.

Cette proposition n'avait jusqu'à ce jour trouvé d'écho favorable, y compris lorsque l'autorité organisatrice des transports était la Ville de Marseille. Celle-ci ayant en son temps fait le choix de transférer la gestion associative assurée par le GIHP à un prestataire privé.

Cherté du coût de transport, inadaptation de la prestation aux besoins des personnes ce système se devait d'être modifié. C'est le sens du rapport qui nous est présenté aujourd'hui.

Véritable service au porte-à-porte incluant l'aide à la personne, gratuité pour l'accompagnateur, fonctionnant dans une large amplitude horaire, 6h/01h, 364 jours sur 365, tarification adaptée, même si elle devra de notre point de vue, encore évoluer pour s'aligner sur celle du droit commun, nous sommes bien là, dans la mise en œuvre de la loi de 2005, « *Loi pour l'égalité des Droits et des Chances, la Participation et la Citoyenneté des Personnes Handicapées* ». Celle-ci a substitué à la notion d'aide ou de faveur, celle de droit. Oui, les personnes atteintes de déficiences ont le droit aux transports, à l'accès aux logements, à la scolarité, la formation, l'emploi, aux loisirs et à la culture.

Oui, nous sommes bien dans une notion de droit, de respect de la dignité humaine et de citoyenneté.

De ce point de vue, comment peut-on dire que l'on entend les personnes et leurs besoins et décider ou soutenir la réduction des moyens dans l'Education Nationale, le secteur médico-social, la protection sociale ou les maisons départementales pour les personnes handicapées pour ne citer que quelques exemples ?

Il appartient à la société, tant au niveau local que national de mettre en place les réponses publiques et les moyens adaptés pour garantir l'effectivité de ces droits.

Par cette disposition, MPM apporte une réponse différente que celles dont nous ont habitués les adeptes du libéralisme.

Autre motif de satisfaction, celui de la reconnaissance en la capacité de la RTM, à gérer dans le cadre de sa mission de service public de transport, un service spécialisé, au même titre que le tramway, le métro et l'ensemble du réseau.

Avant de conclure permettez-moi néanmoins de faire deux remarques, la première porte sur la mise en œuvre d'une politique cohérente d'adaptation des moyens de transport de la RTM.

Le transport spécialisé va répondre aux besoins d'une partie des personnes à mobilité réduite, mais son efficacité ne peut se concevoir que dans l'hypothèse où il est complémentaire à un réseau accessible sur l'ensemble des lignes gérées par la RTM et placées sous la responsabilité de l'autorité organisatrice des transports en l'occurrence la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Cela implique une politique ambitieuse de mise en accessibilité du réseau qui doit prévaloir lors du renouvellement régulier du matériel roulant.

La deuxième fait le lien avec le rapport n1 Voirie-signalisation et portant approbation du Plan de Mise en Accessibilité de la Voirie et des espaces publics de Marseille Provence Métropole.

Si de toute évidence celui-ci s'inscrit dans la même logique que celle qui permet d'imaginer le droit à la ville pour tous, pour autant, il nous semble important que la réalisation de ce plan se fasse en cohérence et en concomitance avec la mise en œuvre de l'accessibilité du réseau RTM. C'est vrai en particulier du Métro, même si cela est difficile et complexe, mais aussi des lignes de bus, dont il faut tout à la fois renouveler le matériel pour qu'il soit accessible et le relier à des cheminements piétonnier qui le soient également pour permettre pleinement à l'usager d'utiliser les transports en commun.

C'est de notre capacité à avoir une vision globale de l'aménagement urbain et des moyens de déplacement, que dépendra la réalisation d'espaces publics et territoires accessibles à tous, donnant ainsi plus d'humanité à nos villes et à nos agglomérations.

Merci de votre attention.

Monsieur MENNUCCI.- Monsieur le Président, je veux rétablir la vérité sur la position de la Mairie du 1^{er} secteur au sujet du tramway rue de Rome. Je crois que l'on n'a pas intérêt aujourd'hui à essayer de mettre du poivre ou du sel sur les plaies. Il vaut mieux s'expliquer clairement.

Il y a un accord politique entre le Maire de Marseille et le Président de la Communauté Urbaine et je ne souhaite pas qu'on laisse croire que je serais opposé à cet accord politique.

Je veux le dire car dans une intervention Monsieur Muselier, extrêmement violente à l'égard du Président de la Communauté Urbaine ce matin...

(Protestations)

... vous avez voulu une fois de plus caricaturer les positions de la Mairie du 1^{er} secteur. Je vous le dis, ce n'est pas correct.

Entre nous, franchement, cette intervention est digne du Général Alcazar dans *Tintin et les Picaros* ! Celui qui dit toujours : « *Caramba, encore raté !* ».

(Rires et protestations)

Vous me faites même penser à ce personnage récurrent de la publicité mutualiste qui vient tous les soirs sur les écrans à vingt heures en disant : « *Je l'aurai un jour, je l'aurai !* ».

Arrêtons ! Nous avons un Président de Communauté. Nous avons du travail. Chacun l'a dit. Les interventions ce matin sont des interventions constructives. Et, concernant le tramway, il n'y a pas de désaccord entre M. Caselli et moi-même sur la position qui a été arrêtée par les groupes politiques qui ont eu, sur cette question, une discussion qui était la constitution du travail que nous avons fait pour la mission centre-ville.

Ce que j'ai dit à plusieurs reprises, c'est qu'il faut aller plus loin que Castellane car il y aura une difficulté évidente. Vous avez donc coupé mes paroles. Il y aura une difficulté évidente à faire une gare de bus notamment à Castellane. Ecoutez ce que dit M. Dominique Tian sur le sujet.

Je n'accepte pas que vous fassiez croire à cette assemblée qu'il y a un désaccord. Je vous le dis, je prendrai mes responsabilités avec les habitants de la rue de Rome et les commerçants situés sur la partie du 1^{er} arrondissement pour que la concertation se fasse et que nous puissions aller jusqu'au bout des engagements que nous avons pris.

Car si vous n'aviez pas fait des lignes aussi absurdes que celles que vous avez dessinées vous-mêmes, nous ne serions pas obligés aujourd'hui de passer par la rue de Rome pour relier le Nord et le Sud.

La vérité est que tout cela est de votre responsabilité, vous avez juste voulu faire des lignes pour votre circonscription et votre secteur...

(Protestations)

... et aujourd'hui, je le rappelle encore une fois, nous sommes obligés d'avoir un tramway qui a, pour le même investissement qu'à Nice, Monsieur Muselier, trois fois moins d'usagers.

Ça, effectivement, c'est votre travail.

(Applaudissements)

Monsieur ZERIBI.- Monsieur le Président, chers collègues, si vous me le permettez, je ferai une intervention en trois points.

Tout d'abord, je me réjouis de voir à travers cette délibération que la RTM récupère le transport des personnes à mobilité réduite. Je m'en réjouis, car comme l'a dit mon collègue Didier Garnier, c'est une introduction dans le droit commun. Je crois que c'est bien ce que nous devons à nos concitoyens à mobilité réduite que d'être traités comme les autres, pas moins bien. Il est de notre devoir de les intégrer dans les politiques de droit commun.

Je voudrais dire à ce sujet que j'ai écrit à M. Garnier, il y a environ un mois. Je lui ai proposé, pour anticiper cette mise en service par la RTM au mois d'avril, de réunir au siège de la RTM en sa présence, des associations pour être tout à fait à l'écoute de celles-ci en permanence, non seulement en amont de la mise en service, mais aussi durant le déroulement des opérations. Je souhaite que nous puissions évaluer le travail de la RTM de ce point de vue. Je crois que toute politique publique n'a de sens que si elle est évaluée et évaluée avec transparence et responsabilité.

Je voudrais rebondir, parce que je ne peux m'empêcher de le faire, et m'adresser particulier à Renaud Muselier.

J'ai envie de dire à notre collègue Renaud Muselier, qu'il est nécessaire Renaud, de mettre fin aux tentatives de déstabilisation en utilisant d'une part les affaires et d'un autre côté, les grands projets qui nous tiennent à cœur.

Vous avez fait part de ma position sur le tramway rue de Rome. Vous tentez de mettre entre Eugène Caselli, le Président de MPM et moi-même, le Président de la RTM, une forme de discorde, alors que vous vous vantez dans vos déclarations permanentes d'être attaché à une notion de démocratie et de débat politique.

Il y a comme un paradoxe de vouloir vous accorder à vous le droit de débattre, de faire vivre la démocratie et de refuser ce droit-là aux conseillers communautaires que nous sommes surtout, Renaud Muselier, quand les études ne sont pas terminées, et quand nous n'avons pas encore le résultat à la fois de ce qui sera possible, de la faisabilité, du coût et de ce que cela coûtera à la collectivité. Je crois qu'en amont de ces études, nous avons

tous, chacune et chacun dans cet hémicycle, le droit de porter un avis, de porter un regard. Nous sommes élus aussi pour cela, non pas pour mettre le doigt sur la couture et entériner les décisions qui pourraient être prises alors que les études ne sont pas sorties, mais bien pour en débattre en amont et évoquer nos points de vue.

Une fois que les décisions seront définitivement actées, sachez qu'en tant que républicain, je saurai respecter ces décisions-là quand elles seront prises à la majorité.

Mais j'ai envie de vous dire Renaud Muselier qu'en tant qu'ancien Secrétaire d'Etat, vous devriez plutôt concentrer votre énergie pour faire en sorte que le gouvernement de notre pays nous aide un peu plus qu'il ne le fait justement pour développer nos transports, justement pour ne pas oublier les habitants de Marseille Nord, justement pour ne pas oublier les habitants de Luminy et les universitaires, justement pour ne pas oublier ceux qui, sur la vallée de l'Huveaune et la Capelette, aimeraient aussi avoir à la fois un métro et un tramway qui se superpose, une offre de transports multiples, une multi modalité comme l'on dit, alors que jusqu'à présent, ces trois zones, fortement peuplées, où l'urbanisation se développe, ne peuvent tabler malheureusement que sur du bus, du transport de surface, peu en site propre et souvent confiné dans la circulation.

Je crois que nos concitoyens paient des impôts de la même manière et que notre devoir est aussi d'être à leur écoute, au-delà des approches partisans de secteur. Je ne parle pas que pour Marseille Nord bien qu'il soit indispensable et urgent aujourd'hui de répondre au besoin de développement des transports sur ces zones. Je parle aussi de Luminy, de la vallée de l'Huveaune et de la Capelette parce que je suis Président de la Régie des Transports de Marseille pour tous les Marseillais et pour tous les usagers et les clients de ce mode de transport.

Revenons à un peu plus d'éthique, le mot a été employé, d'esprit de responsabilité collective. Pensons Marseille sur 2020. Vous parlez du Grand Marseille. J'aime bien cette expression, mais pour faire le Grand Marseille, il faut d'abord faire Marseille. Je vous invite à ce que l'on soit à la hauteur des transports urbains à Marseille pour donner envie au Grand Marseille de voir notre belle et grande ville être locomotive de ce pôle métropolitain.

Nous avons encore du travail. Cela nécessite certainement un investissement sur 10 ans avec toutes les années, toutes les collectivités autour de la table pour mettre la main à la pâte, mais aussi l'Etat et je terminerai sur cela.

20 millions d'euros ! Comment aujourd'hui se réjouir ? Comment aujourd'hui faire des sauts périlleux quand nous avons l'équivalent de la ville de Bayonne. J'ai un grand respect pour cette ville et ses habitants, mais nous sommes quand même la deuxième ville de France et aujourd'hui, nous ne pouvons pas tabler sur plus de 20 millions d'euros de cofinancement dans le cadre du Grenelle. Il est vrai que le Grenelle avait au départ une enveloppe de 850 millions d'euros et à coup de rabot – cela s'appelle la RGPP – nous n'avons plus que 590 millions d'euros à partager entre les villes de province.

34 milliards d'euros, Renaud Muselier, prévus pour le Grand Paris !

Alors, je veux bien que l'on parle du Grand Marseille mais essayez d'obtenir au moins deux petits milliards pour que l'on fasse le tramway sur Marseille Nord, le tramway sur Luminy, le tramway sur la vallée de l'Huveaune et la Capelette et ce sera déjà pas mal !

(Applaudissements)

Madame LOTA.- Monsieur le Président, vous me permettrez d'évoquer un sujet sur lequel j'aurais fait une petite synthèse de tout ce qui s'est dit non pas en réponse, je ne me permettrai pas de le faire mais tout simplement parce que cela faisait partie de ma réflexion.

C'est un sujet dont nous avons longuement débattu et sur lequel il me paraît aujourd'hui superflu, et particulièrement peu convenable de relancer une polémique.

Je veux évoquer bien sûr, vous l'aviez compris, la réalisation du tronçon du tramway Canebière-Castellane.

Et puisque nous sommes sur un rapport sur lequel on parle d'accessibilité et de prise en charge des PMR, quoi de mieux que le tramway pour être un transport accessible par excellence.

Nous avons déjà eu dans notre Assemblée des débats denses et animés sur ce dossier. La majorité a bien confirmé l'étude d'une prolongation votée à l'unanimité.

Alors, Monsieur le Président, permettez-moi de me poser la question pourquoi faire si ce n'est pour réaliser la partie du tronçon Canebière-Castellane. Vous le savez, elle est d'une importance stratégique pour « mailler » les réseaux Sud et Nord.

J'aimerais bien que l'on m'explique comment passer du Sud au Nord et du Nord au Sud sans passer par le centre, tout ceci, dans le souci essentiel de satisfaire un maximum d'utilisateurs.

Et puis, cette partie de tramway est indispensable pour un futur développement vers l'Est.

En outre, il est évident qu'il jouera un rôle majeur dans la requalification du centre-ville dont la rue de Rome constitue l'épine dorsale. Il s'agit donc d'un équipement non seulement nécessaire, mais aussi indispensable.

Cette dimension paraît évidente à tous ceux qui ont un véritable souci de l'avenir de Marseille, de l'épanouissement et de l'ouverture de toute la Communauté Urbaine.

Et puis, Monsieur le Président, je vous ai toujours entendu dire que vous étiez particulièrement soucieux et respectueux du choix des Maires des communes, donc aussi du choix du Maire de la Ville de Marseille.

Alors, j'ai été très surprise, très désagréablement surprise bien sûr, par l'annonce de M. Zéribi en tant que Président de la RTM indiquant sa mise en œuvre d'une votation citoyenne ce week-end. Sur des ondes de radio, j'ai entendu des choses un peu injustes parce que des informations complètement erronées, c'est-à-dire pas du tout explicites pour ceux qui étaient interviewés.

Cette manœuvre dilatoire vise essentiellement à remettre en cause l'adhésion de toute notre assemblée à ce projet sous-couvert de dépense excessive.

Pourtant, vous le savez, Monsieur le Président, l'Etat vient de s'engager puissamment sur le financement du dossier transport.

Monsieur ZERIBI.- Puissamment ?

Madame LOTA.- Oui, tout à fait parce que toutes les rubriques qui ont été instruites par la Communauté Urbaine et je rends hommage aux fonctionnaires de la Communauté Urbaine qui sont particulièrement impliqués, chaque fois l'Etat a donné une marge supplémentaire de subvention et sur les 20 millions d'euros, nous avons obtenu 20.7 millions, certes, il n'est jamais interdit au Président de la Communauté Urbaine de réclamer toujours plus.

Quant au Président de la RTM, sa préoccupation première n'est pas forcément l'économie des deniers publics. Mais plus particulièrement à l'évidence, c'est d'apparaître au maximum dans les médias. Et oui, et je dirais quelque chose qui a été fort désagréable, pour une apparition éclair en Commission des Transports, je crois que c'était la deuxième depuis la mandature, il est venu tout simplement pour dédicacer le livre des 60 ans de la RTM !

Cela me paraît très grave de pouvoir remettre en cause un vote démocratique de notre assemblée. Aussi, ma question est très simple : Monsieur le Président, cautionnez-vous cette action de M. Zéribi ?

Merci de votre réponse.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Lota, il ne s'agit pas de cautionner ou de ne pas cautionner quoi que ce soit. La parole est libre dans cette assemblée et chaque conseiller communautaire a le droit de faire valoir son éclairage particulier.

Quant aux décisions politiques, elles appartiennent à l'assemblée dans son ensemble, selon le vote démocratique. Nous aurons probablement à nous en préoccuper dans quelques mois.

Monsieur le Maire, vous souhaitez intervenir.

Monsieur GAUDIN.- Merci Monsieur le Président. Mme Lota vient d'exprimer la position de la majorité municipale, je n'ai rien à redire à cela. J'ajouterai simplement quelques petites précisions.

Monsieur Zéribi, nous ne sommes pas de la même génération. L'ancienneté m'a appris qu'il faut sans cesse, vis-à-vis du gouvernement, qu'il soit de Droite ou de Gauche, revenir à l'assaut et demander toujours plus.

20 millions d'euros, si vous le comparez à d'autres, cela peut paraître peu, mais permettez-moi de vous rappeler que lorsqu'avec Renaud Muselier nous avons voulu faire 12 kilomètres et demi de tramway dans cette ville, quand nous avons voulu prolonger de deux kilomètres le métro, en créant 4 stations, la facture s'élevait à 800 millions d'euros. Sur ces 800 millions d'euros, l'Etat n'a donné que 60 millions d'euros, c'était l'époque où il se désengageait des transports in situ. J'avoue que depuis cette époque-là, je suis en froid avec celui qui était Premier Ministre à l'époque, M. Jean-Pierre Raffarin. Et même si nous siégeons souvent côte à côte, j'ai gardé une amertume de cette participation trop faible.

Mais permettez-moi de vous dire, si l'on veut être objectif Monsieur Zéribi, que nous avons obtenu 27 millions d'euros du Conseil Général des Bouches-du-Rhône et 29 millions d'euros du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur. Alors, évidemment, ces sommes-là étant finalement très modestes, aussi bien celle de l'Etat que celles des collectivités territoriales, il nous a fallu emprunter beaucoup pour réaliser ce que nous avons fait.

S'agissant du tronçon de tramway Castellane - Canebière, Mme Lota s'est exprimée, je ne vais pas y revenir.

Mais attention Monsieur Zéribi, c'est indispensable pour la ville et pour le centre-ville. Les études que la Communauté Urbaine a pu faire montrent qu'il y aura un nombre de voyageurs suffisant. Mais vous avez raison de dire : « Terminons les études et nous verrons ».

Vous avez beaucoup de chance, Monsieur le Président, parce que la dernière fois, à la place de M. Caselli...

(Je le remercie d'ailleurs d'avoir évoqué notre tunnel tout à l'heure. On sourit quelquefois sur les tunnels que nous avons faits mais ils sont indispensables. Quand les syndicats se mettent à bloquer nos tunnels, les Marseillaises et les Marseillais ou bien ceux qui rentrent à Marseille ou qui veulent en sortir sont fous de rage. Et là, on voit l'utilité des tunnels. Je remercie le Président de dire que celui de la Joliette a été décidé sous ma mandature. Nous l'inaugurerons tous ensemble car ce sera une superbe réalisation.)

La dernière fois que j'étais à la place de M. Caselli, j'avais signé un chèque d'équilibre de 128 millions d'euros à la RTM. Aujourd'hui, la subvention d'équilibre a largement augmenté. Elle s'élève à 148 millions d'euros.

Il y a peut-être deux communes qui bénéficient d'une ligne qui assure le transports vers deux communes limitrophes de Marseille et les autres non, et pourtant les habitants de ces communes, participant à l'impôt, paient aussi tous les transports de la RTM.

Monsieur ZERIBI.- Ils en profitent aussi.

Monsieur GAUDIN.- Ils n'en profitent pas, mais ils paient. C'est justement ce que nous disons et si vous me dites qu'ils en profitent, Monsieur Zéribi, je vous prends sur l'appellation du Grand Marseille.

Que signifie l'appellation « Grand Marseille » ? C'est une zone géographique. Lorsque des gens viendront travailler à ITER, à Cadarache, qu'ils viennent de Philadelphie, de Boston ou de Tokyo, ils vont regarder où cela se trouve. Ils ne vont pas voir Saint Paul les Durance.

Au passage, les sénateurs savent qu'il n'y a que trois voix sénatoriales à Saint Paul les Durance...

(Brouhaha)

Ils ne regardent pas ? Cela, vous n'en savez rien. J'y suis et vous n'y êtes pas encore. Donc un peu de modération dans les propos.

(Applaudissements)

Le Grand Marseille, c'est une appellation. Or, les Maires qui ont voulu organiser des référendums contre cette appellation ou contre Marseille, prétextant une hégémonie de la ville, savent très bien qu'une partie très largement majoritaire de leur population vient travailler à Marseille, vient se distraire à Marseille, vient se soigner à Marseille. Mais c'est nous qui assumons ces charges de centralité.

Quant à la RTM, Monsieur Zéribi, puisque je suis plus ancien que vous dans le métier, je me permets de vous suggérer une chose. Il faut souvent parler avec modestie lorsqu'il s'agit de l'argent public.

(Applaudissements)

Monsieur MOLINO.- Si vous me le permettez, Monsieur le Président, je voudrais revenir sur cette délibération qui concerne les personnes à mobilité réduite. C'est un dossier qui a été mené parfaitement. Je rassure tout le monde, les réunions avec les usagers ont eu lieu sous la présidence de M. Garnier. Ce dossier a été travaillé. Nous avons expliqué les difficultés que l'on risquait de rencontrer et nous avons obtenu un avis favorable unanime des usagers.

Pour ma part, je veux bien qu'on lance des réunions avec les usagers etc., mais il est quand même de la responsabilité de la Communauté Urbaine d'organiser ce genre de réunion. Je tiens à le préciser.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, je rappelle qu'un budget de 80 millions d'euros a été alloué jusqu'en 2020. On comprend bien qu'il serait souhaitable d'aller plus vite mais malheureusement, nous n'avons pas actuellement les moyens de le faire. De plus, cette somme concerne les transports de surface.

Enfin, permettez-moi de dire qu'en matière de transport, il ne faut pas oublier la mise en place du syndicat mixte des transports qui permet de travailler à l'amélioration des transports, mais pas uniquement sur la Communauté Urbaine. Il est vrai que si les choses avancent et vont dans le bon sens au niveau de la Communauté Urbaine, il faut maintenant aller beaucoup plus loin et je suis très satisfait du fonctionnement du syndicat mixte actuellement.

Soyez rassurés, au niveau de la Communauté Urbaine, les séances de travail se font. Nous travaillons pour améliorer les transports. Nous travaillons avec les usagers. Je vous assure que cela représente beaucoup de travail.

Je remercie les services de la Communauté Urbaine ainsi que les membres de la Commission des transports qui travaillent sur ces dossiers. Merci.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous remercie Monsieur Molino, effectivement, cela méritait d'être souligné.

Monsieur TIXIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, j'interviens tout d'abord en tant qu'ancien Président de la RTM. J'en profiterai ensuite pour parler au nom de Patrick Boré, absent aujourd'hui, sur un sujet que je voulais aborder, ainsi, cela sera fait et je n'aurai plus à intervenir de nouveau.

En tant qu'ancien Président de la RTM, siégeant toujours au sein du Conseil d'administration, il me semble nécessaire de rappeler que les membres du Conseil d'administration de la RTM ont été désignés par vous-mêmes, que nous sommes votre expression et que nous sommes chargés de votre confiance pour mettre en application les décisions de l'assemblée.

Les membres du Conseil d'administration ont élu en leur sein un Président, Karim Zéribi, avec qui jusqu'à présent, je dis bien jusqu'à présent, les choses se sont déroulées de façon amicale et consensuelle.

Je crois qu'il faut toujours garder les références aux constitutions des choses.

Mon cher Karim, nous sommes désignés pour mettre en application les décisions de cette assemblée, vous, Président, désigné par nous, tout comme nous. Que nous ayons le devoir de nous exprimer et de faire remonter à nos collègues nos sentiments, nos informations, nous qui sommes au cœur du problème, bien entendu.

En ce qui me concerne, lorsque j'ai été Président, et Jean-Claude Gaudin le sait bien, je n'ai pas toujours compris, je n'ai pas toujours été d'accord sur toutes les décisions de cette assemblée concernant la RTM. Je n'avais pas fait débat public. Nous en avons parlé, j'ai souvent été écouté, et je l'en remercie, notamment sur des sujets qui avaient été délicats, mais je n'estimais pas utile à cette assemblée ni à la RTM de mettre cela en débat public car ce n'est pas notre mission.

Je crois très sincèrement Karim, que tu as comme nous tous, une obligation de réserve. Je te le redirai en Conseil d'administration cet après-midi. Ça n'est pas rendre service à la RTM que de participer à des polémiques. Que tu aies un avis, que tu le donnes, mais ne te fais pas le chef de file d'une opposition à la position qui aujourd'hui semble quand même celle de la Communauté Urbaine. Je crois que c'est une difficulté dont on se passerait.

Il faut trouver légalement, je te fais confiance pour la suite, une harmonie entre le droit d'expression mais également le fait que lorsqu'on est Président d'une institution mandatée par ses collègues, il y a quand même une obligation de réserve, me semble-t-il, à observer. Je le dis très amicalement.

(Applaudissements)

Je n'ai pas terminé. C'est maintenant Patrick Boré qui parle à travers moi d'un sujet sur lequel...

(Brouhaha)

Qu'est-ce que j'ai dit ?

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est la double personnalité.

Monsieur TIXIER.- Mais il y a beaucoup de schizophrénie ici, je ne suis pas le seul. C'est Janus, c'est un grand sujet philosophique également.

Nous avons un souci à La Ciotat et j'aimerais que vous nous donniez quelques éclaircissements puisque nous avons la chance d'avoir le Président de la Communauté Urbaine et le Vice-président du Conseil Régional en charge de la culture. Nous avons un souci sur 2013. On va annoncer dans quelques jours que le dossier de la restauration de l'Eden fera partie des dossiers labellisés par 2013 et on me parle de convention nécessaire entre la Communauté Urbaine et la Région pour déterminer les financements de la Région. Nous faisons un peu la balle de pingpong. Nous avons confiance dans les uns et les autres, mais avouez que ce sera sympathique de nous dispenser de tout le stress occasionné. Nous aimerions bien être rassurés car nous avons pris des délibérations et les opérations sont en cours.

Donc qu'en est-il également sur ce sujet qui est loin du transport bien qu'encore une fois, le train soit entré en gare de La Ciotat ?

Merci.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Et il a même été filmé !

Monsieur Tixier, je n'ai qu'une chose à vous dire : no stress.

Je me suis entretenu tout à l'heure avec M. Mennucci qui détient en la matière les cordons de la bourse régionale.

Monsieur MENNUCCI.- C'est M. Vauzelle !

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous êtes le Vice-président délégué à la culture cher ami, je me plais à vous le rappeler.

En fait, dans le contrat que nous allons passer, la Région compte mettre les financements de l'Eden. Je vous engage aussi à préparer votre dossier de fonds de concours pour lequel la Communauté Urbaine participera en son nom propre.

Voilà qui éclaircit la situation. J'espère simplement que la Région ajoutera à ce financement, une petite rallonge au contrat qui va la lier à la Communauté Urbaine pour les quatre ans à venir.

Monsieur GIBERTI.- Monsieur le Président, je ne comptais pas prendre la parole mais après le sympathique discours de M. Zéribi, je voudrais vous poser une question.

Il existe un seul transport, c'est la ligne 40 qui desservait jusqu'à la fin de l'année 2010, toutes les communes de l'Est du département. Cette ligne était utilisée par nos lycéens, nos étudiants, nos employés. Du jour au lendemain, une décision a été prise par la RTM, supprimant...

Monsieur ZERIBI.- Non, pas par la RTM !

Monsieur GIBERTI.- Je vous dis ce que les habitants vivent. Du jour au lendemain...

Monsieur ZERIBI.- La RTM ne peut pas avoir toujours tort !

Monsieur GIBERTI.- Je vous ai laissé parler, je vous ai entendu, j'allais presque pleurer...

Cela pose un problème très important pour tout l'Est de la Communauté Urbaine, d'autant que, comme le dit Jean-Claude Gaudin, on paie. La Ville de Gémenos paie énormément de taxes sur le Versement Transport, donc je voudrais savoir pourquoi sans concertation, je dis bien sans concertation des communes concernées, cette ligne légendaire

qui reliait Aubagne à Marseille a été déviée, ce qui pose d'énormes problèmes à tous les habitants de la vallée de l'Huveaune. Je répète que nous n'avons pas été concertés.

Merci.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous donnerai la réponse techniquement Monsieur Giberti, mais sachez que Marseille Provence Métropole n'est pas directement concernée par cette décision. C'est une modification qui a été décidée entre la Communauté d'agglomération d'Aubagne et le Conseil Général. Il s'agit de la modification de la ligne 40 qui est remplacée par une autre ligne. La Communauté Urbaine ne peut que s'incliner devant une décision qui ne lui appartient pas.

Monsieur MOLINO.- Ce n'est pas de la faute de la RTM si cette ligne a été remise en cause.

Comme le disait le Président, il y a eu une modification des lignes au niveau du Conseil Général puisque ce dernier en a récupéré une partie avec MPM.

Une convention a été mise en place et proposée à la Commission des transports. Etant donné que la ville d'Aubagne a mis en place un transport gratuit, des conseillers communautaires ont demandé que ce soit reporté, disant qu'il n'y avait pas de raison, étant donné que la Communauté d'agglomération d'Aubagne veut faire du transport gratuit, que la Communauté Urbaine prenne une partie à sa charge.

Je dirais même, chers collègues et amis, que ce n'est pas venu de notre côté, mais plutôt, ce n'est un secret pour personne, des élus de Marseille. Ils ont fait remarquer que ce qui était valable pour l'un devait l'être pour l'autre. Voilà exactement les propos qui ont été tenus.

Je me suis permis de vous remettre le dossier afin que vous voyez de votre côté comment faire avancer les choses. Mais voilà où nous en sommes actuellement.

Il est certain qu'il faudra trouver une solution. Je pense qu'il faudra aller dans le cadre de cette convention d'autant que cela représente très peu car on ne peut pas continuer à pénaliser les habitants de Gémenos puisque cela concerne la Ville de Gémenos.

Voilà comment les choses ont été discutées.

Nous proposerons, avec votre accord Monsieur le Président, de remettre ce rapport lors de la prochaine Commission pour la bonne raison que cela pénalise énormément la ville de Gémenos. Je pense que tout le monde le comprendra.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Molino pour ces explications, cela méritait effectivement un éclairage particulier. En tout cas, je constate qu'avec une seule délibération sur les transports à l'ordre du jour, on passe beaucoup plus d'une heure.

Donc Madame Lota, y avait-il un avis favorable sur ce rapport ?

Madame LOTA.- Oui, Monsieur le Président.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION UNE AGGLOMÉRATION ÉCO-RESPONSABLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Vassal, la Commission Une Agglomération Eco-responsable s'est réunie le 31 janvier.

Madame VASSAL.- Monsieur le Président, nous avons examiné onze rapports qui ont reçu un avis favorable de l'ensemble de la Commission.

10. AGER 001-11/02/11 CC - Organisation du 6ème Forum Mondial de l'Eau à Marseille en 2012 - Approbation d'une convention cadre de partenariat avec le Groupement d'Intérêt Public "Comité International du Forum Mondial de l'Eau"

Monsieur POGGIALE.- Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention englobera les six rapports qui traitent de l'eau. Car, du mondial au local, la problématique est la même : l'eau est un bien commun de l'humanité, indispensable à la vie, mais son accès aujourd'hui n'est toujours pas un droit universel, et ce, malgré la loi sur l'eau et les milieux aquatiques adoptée en France en 2006 et la reconnaissance par les Nations Unies de ce Droit en 2010.

Le Forum Mondial de 2012 est le sixième du genre depuis 1997. Pourtant le tiers de la population mondiale n'a toujours pas d'eau potable et surtout un assainissement de base. Des millions d'êtres humains en meurent chaque année.

Ce Forum de Marseille se veut être celui des « *engagements et des solutions concrètes* ». Et c'est la raison pour laquelle nous avons été d'accord pour que notre EPCI participe activement au Conseil Mondial de l'Eau et à ce Forum. Non pas parce qu'il se déroule à Marseille. Mais aussi parce qu'il se tient à Marseille. Et parce que MPM est le maître d'ouvrage du service public de l'eau et de l'assainissement de notre zone urbaine. Autrement dit nous avons une responsabilité : « *pour participer aux activités du Conseil Mondial de l'Eau, influencer ses politiques* » y compris dans « *la gouvernance de la préparation et de la tenue de ce Forum* ». Je n'invente rien, je ne fais que reprendre les motivations inscrites dans les délibérations d'octobre 2009 et juin 2010 prises par notre assemblée.

Depuis, la déclaration de la Ministre de l'Ecologie le 17 janvier dernier sur le sujet nous renvoie dans le mur et nous inquiète.

Je cite : « *Il s'agit de passer aux actes... L'expertise reconnue de la France notamment grâce au savoir faire de ses grandes entreprises doit favoriser la mise en place d'un dialogue constructif entre les états pour que ce nouveau droit ne reste pas un vœu pieux* » fin de citation.

Si le dernier Forum mondial s'est soldé par un échec, ce n'est pas parce qu'il se tenait à Istanbul. Mais parce que le Partenariat Public Privé qui sert de modèle à la mise en place d'une politique mondiale de l'eau n'est, le plus souvent, rien d'autre qu'une prime aux lois du marché. Chaque euro investi sur l'eau rapporte 8 euros aux grands groupes Les multinationales ne sont pas là pour donner de l'eau mais pour la vendre. Du coup la question de l'accès à l'eau reste entière pour ceux qui ne peuvent pas payer. Tant qu'on ne sortira pas l'eau de toute marchandisation, on ne solutionnera pas durablement ce problème planétaire.

Aujourd'hui, nous votons la participation financière de MPM au budget du Forum. Elle est peut être modeste, mais elle doit être la voix du service public de l'eau et l'assainissement et non de ses délégataires. La voix d'un nouveau Partenariat Public Public. Elle doit être également la voix qui permette d'établir des ponts avec le Forum alternatif mondial qui se tiendra aussi à Marseille une semaine avant l'officiel.

C'est dans ces attentes que nous voterons le rapport approuvant la convention cadre de partenariat.

Il en va de même pour les autres rapports approuvant des avenants de prolongation des contrats d'affermage. Mais je ne vous cache pas notre insatisfaction sur le sujet.

Nous avons apprécié votre décision, suite à l'intervention de notre collègue Frédéric Dutoit, de donner à la commission AGER le soin de mener la réflexion en amont sur le renouvellement des contrats assainissement et eau de Marseille Provence Métropole respectivement en 2012 et 2013.

En juillet, vous avez présidé la commission sur ce thème. Les échéances approchent et le débat nécessaire se fait plus pressant. Les différents modes de gestions, le prix du mètre cube, le contenu de la mission, la diversité des contrats, toutes ces questions nous sont posées.

Nous avons l'occasion d'aller vers une réappropriation publique de ce service avec une maîtrise accrue des élus et des citoyens, à partir du savoir faire et de la qualité technique de l'outil d'aujourd'hui. L'objectif de restituer l'eau non plus comme une marchandise, mais comme un bien commun indispensable à tous et accessible par tous.

Il ne s'agit pour nous de faire de la surenchère comme il a pu être dit tout à l'heure, de quelque manière que ce soit, mais d'aborder avec responsabilité cette gestion.

Pour arriver à ce résultat plusieurs pistes sont possibles. Il nous faut les identifier, les connaître, les analyser, les comparer. Nous ne sommes pas dans cette assemblée peut-être tous du même avis, ce qui rend encore plus nécessaire la tenue de ce débat, pour que soient définis les objectifs.

Vous pouvez le constater, nous n'avons pas peur du changement et nous comptons sur vous Monsieur le Président pour l'organisation de ce débat.

(Applaudissements)

Madame NESPOULOUS.- Monsieur le Président, chers collègues, Madame la Présidente, nous regrettons vraiment que cette fois vous n'ayez pas concerté comme vous le faites d'habitude à l'occasion de la Commission pour convenir de la date de la Commission suivante puisque les élus Europe Ecologie Les Verts étaient en formation, justement sur le dossier de l'eau. Nous nous excusons encore une fois de notre absence à la Commission.

Si j'interviens maintenant c'est pour vous dire que concernant le rapport n°10, les élus Europe Ecologie Les Verts voteront aujourd'hui contre le principe de ce rapport, qui entend contribuer à hauteur de 2 millions d'euros au financement dudit GIP Comité International du Forum Mondial de l'Eau, dont la mission est d'assurer la gouvernance de la préparation et de la tenue du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

J'en rappelle les raisons brièvement.

Le Conseil Mondial de l'Eau et son Forum éponyme sont présidés par M. Loïc Fauchon, également Président de la Société des Eaux de Marseille, filiale de VEOLIA. Outre un conflit d'intérêts évident, il faut que nous rappelions que les nombreux contrats de DSP qui lient la Communauté urbaine MPM à la Société des Eaux de Marseille constituent une véritable manne financière pour cette société, qui exploite la ressource en eau comme une marchandise, comme un moyen de réaliser, sans risque, des bénéfices substantiels pour ses actionnaires.

Au-delà des intentions apparentes et louables du Forum Mondial de l'eau : faire de l'eau un facteur de coopération entre les Etats, contribuer au « partage des ressources rares de la planète » et assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit fondamental tel que l'a déclaré l'ONU en 2010, il faut bien admettre que ce Forum mondial est avant tout un salon de marchands, une vitrine de lobbys, dominée par des sociétés privées, souvent françaises, le fameux modèle français à exporter dans les pays du Sud...

Et nous ne voulons pas financer avec l'argent public ces activités privées de promotion et de prestige.

Les multinationales de l'eau pensent avoir un énorme marché à explorer et à conquérir car l'eau est massivement gérée dans le monde par des services publics locaux.

Voilà pourquoi les précédents Forums de l'eau ont, au fil des ans, suscité la tenue de forums alternatifs, organisés par des militants, des ONG, des associations d'élus locaux, pour qui la privatisation et la marchandisation de l'eau est une aberration.

1,5 milliard de personnes dans le monde n'ont pas d'accès à l'eau potable.

2,6 milliards ne sont pas raccordés à un réseau d'assainissement.

Les élus Europe Ecologie Les Verts vous demandent, Monsieur le Président, de bien vouloir prendre en compte la tenue en 2012 à Marseille d'un Forum Alternatif Mondial de l'Eau, un forum citoyen soutenu, entre autres, par Martine Aubry et Danielle Mitterrand au nom de la Fondation France Libertés.

(Brouhaha)

Vous comprendrez que ce n'est pas un « Contre-forum » subversif, comme certains pourraient le croire.

L'existence de ce Forum citoyen nous semble complémentaire au Forum officiel et surtout indispensable à l'action humanitaire qu'impose aujourd'hui la gestion de l'eau dans le monde.

Mais pour l'heure, l'absence d'un engagement - même de principe - de la Communauté urbaine pour ce Forum citoyen, nous voterons contre ce rapport.

Merci.

Monsieur BERNARDI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, concernant le rapport n°10, je voudrais indiquer très clairement que l'immense majorité de mon groupe votera pour ce rapport que vous nous proposez.

Nous sommes ainsi fidèles à la précédente délibération sur le Forum Mondial de l'Eau qui a déjà été prise par cette assemblée dans son principe et nous pensons que le fait que ce débat et ce forum aient lieu à Marseille est extrêmement positif. Nous nous étions engagés à l'époque dans cette démarche et M. le Maire en particulier.

Je pense que ce débat et ce forum sont très utiles parce qu'effectivement, l'eau est un problème mondial. Nous pouvons être fiers et intéressés par le fait que ce débat ait lieu à Marseille et que nous puissions donc être plus près, mieux participer et mieux comprendre.

Le problème de l'eau est un problème majeur de notre société. L'eau est une marchandise et c'est une marchandise qui doit être régulée par la puissance publique comme toutes les marchandises.

Monsieur GAUDIN.- Maître Bernardi vient de dire beaucoup de choses que je partage. L'eau a un coût, dans les impôts ou différemment mais de toute manière, il faut la payer.

Pourquoi nous sommes-nous battus pour que le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau se tienne à Marseille ? Cela n'est pas venu que par l'intermédiaire du Saint Esprit, même si vous savez que je n'ai rien contre !

En fait, nous avons gagné cette possibilité parce que nous avons vu dans les précédents Forum de l'Eau et notamment à Istanbul qu'il y avait plus de 25 000 participants, 192 pays représentés, 15 Chefs d'Etat, 140 délégations ministérielles, 500 Parlementaires et

autant de Maires, 250 sessions de toutes sortes, préparées par plus de 400 organisations, plus de 1000 journalistes accrédités, 1000 associations sponsorisées pour y participer.

C'est au vu de ces éléments que nous nous sommes battus, en particulier avec Mme Martine Vassal, pour que ce 6^{ème} Forum ait lieu à Marseille.

Pendant une semaine, il va y avoir un monde fou. Nous pensons à l'économie de cette ville, nous pensons à l'image de cette ville et celle de la Communauté Urbaine bien entendu car les participants ne restent pas qu'à Marseille, ils vont se promener aux Baux de Provence, à La Ciotat, à Cassis ou ailleurs. Nous sommes contents d'ouvrir notre ville qui doit être une ville généreuse et fraternelle.

Nous ne voulons pas tomber dans le piège idéologique de vouloir politiser quelque chose qui ne doit pas l'être, compte tenu d'ailleurs du nombre de représentants étrangers que nous allons recevoir.

Vous parlez du Président du Conseil Mondial de l'Eau. Mais M. Fauchon a été élu Président du Conseil Mondial de l'Eau. C'est la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine qui ont la chance d'avoir le siège du Conseil Mondial de l'Eau sur leur territoire. Dans la coopération décentralisée qu'évoquait notre collègue au début de son propos sur les orientations budgétaires, vous savez bien que nous faisons des efforts considérables avec tous les pays du pourtour méditerranéen. Nous avons des liens avec ces pays, pas spécialement avec les gouvernants, puisqu'ils peuvent changer, mais avec les pays eux-mêmes, de telle manière que nous apportons notre technicité, notre aide.

La Société des Eaux dont vous parlez enlève un tiers ou plus des ordures ménagères de Casablanca. Elle alimente la ville de Fez et d'autres encore qui ne me reviennent pas à l'esprit.

Mais voyez-vous Madame, je souhaiterais que de temps à autre, lorsqu'un jour peut-être, vous aurez des choix à émettre, vous vous rappeliez de ceci. Lorsque je suis devenu Maire il y a 16 ans, j'ai fait appel à deux hommes dans cette ville, l'un était le Maire socialiste de Trets, M. Fauchon, l'autre avait servi fidèlement le Président Michel Pezet à la Région, M. Kester. Ces deux hommes n'étaient pas de mon bord. J'ai d'ailleurs eu quelques remarques désobligeantes de mes propres amis me disant : « Mais à Droite, n'y a-t-il pas des gens qui peuvent exercer ces responsabilités ? ». Il y en avait, mais j'ai choisi ces hommes en qui j'ai toujours eu confiance. L'un M. Michel Kester a réalisé l'opération des Docks et c'est à partir de l'opération des Docks que nous avons eu Euroméditerranée, et l'autre, M. Loïc Fauchon, depuis 16 ans, gère d'une manière parfaite et en toute transparence, l'arrivée de l'eau dans notre ville.

Nous ne manquons pas d'eau dans cette ville, nous avons de la chance. Nous avons le Canal de Marseille, le canal d'EDF, le Canal de Provence, le vallon Dol, un peu plus loin le bassin du Réaltor et enfin Serre-Ponçon.

Parfois on dit que l'eau est un peu chère à Marseille. Oui, parce que venant de Serre-Ponçon, il faut traverser diverses étapes, il faut entretenir les lieux techniques par lesquels l'eau arrive. C'est cela qui nous a un peu posé problème.

En tout cas, la Société des Eaux de Marseille a une transparence totale. On peut dire que c'est VEOLIA. Oui, VEOLIA est très présent à Marseille, peut-être un peu trop d'ailleurs et nous veillons à ce que ce ne soit pas un monopole.

Quant à la discussion sur la gestion de l'eau, nous l'aurons à un moment ou à un autre. Ramener tout au service public est une position idéologique. Vous savez que le service public coûte très cher. On dit parfois que du moment que c'est le service public, il peut y avoir des déficits. Mais nous, nous ne voulons pas cela et nous avons une position différente.

S'agissant du Forum Mondial de l'eau, Madame, vous voulez faire un contre-forum, je me demande d'ailleurs pourquoi car à l'heure actuelle, dans ce qui se met en place,

tout est ouvert, tout se discute. Si vous voulez participer à des discussions sur le Forum Mondial de l'Eau, il n'y a aucun problème. Ce n'est pas la peine de mettre la ville en état de siège pour faire un contre-forum avant la réunion du Forum. De plus, vous dites qu'il ne faut pas financer, alors là, les bras m'en tombent car tout cela n'est fait que dans l'intérêt de Marseille et de la Communauté Urbaine.

(Applaudissements)

Madame FOURNERON.- Monsieur le Président, Chers Collègues, mon intervention portera sur les rapports 12 à 15 de ce Conseil. Ils concernent la prolongation des contrats de délégation de service public de distribution d'eau et d'assainissement des communes de l'Est de Marseille Provence Métropole.

Le Code Général des Collectivités Territoriales autorise la prolongation, ne pouvant excéder un an, d'une délégation de service public pour des motifs d'intérêt général. Ces quatre contrats arrivant à terme au cours de l'année 2011, et compte tenu du délai nécessaire pour relancer une procédure de DSP, la prolongation de ces contrats s'imposait.

Toutefois, Monsieur le Président, plusieurs interrogations restent en suspens et nous aimerions avoir des réponses claires à des questions précises. Deux interrogations se posent donc à nous, l'une sur la forme, l'autre sur le fond.

Ainsi, vous avez affirmé à plusieurs reprises, et c'est d'ailleurs repris dans les délibérations soumises au vote ce matin, que vous vouliez harmoniser les dates d'échéance des 34 contrats concernant la distribution d'eau et l'assainissement sur les communes de MPM. Mais les dates d'échéance de ces contrats ne sont pas espacées d'une seule année. A titre d'exemple, le contrat d'assainissement de la Ville de Marseille arrive à échéance le 31 janvier 2013 et le contrat de distribution d'eau et d'assainissement de la commune de Sausset-les-Pins arrive à échéance le 30 juin 2011.

Pouvez-vous nous expliquer, Monsieur le Président, comment vous comptez faire pour harmoniser toutes ces dates, sachant que la prolongation pour motif d'intérêt général ne peut dépasser un an ?

Par ailleurs, il est aujourd'hui évident que la gestion de la distribution de l'eau et de l'assainissement est l'un des défis majeurs de notre institution pour les prochains mois. Il nécessite une réflexion saine et apaisée que malheureusement nous ne rencontrons pas aujourd'hui.

Pour mémoire, vous aviez confié en mars 2010 à la Commission une Agglomération Eco-Responsable, réunie en Commission ad hoc, présidée par Mme Vassal, une mission de réflexion sur le futur mode de gestion de la distribution d'eau et d'assainissement. Cette Commission ad hoc s'est réunie pour la deuxième et dernière fois en juillet 2010. Depuis cette date, malgré la demande des élus du groupe UPAC et des élus d'Europe Ecologie Les Verts, aucun document ne nous a été transmis et cette Commission ne s'est plus réunie.

De plus, nous apprenons insidieusement que vos services ont poursuivi leurs réflexions sans en rendre compte ni à la Présidente de la Commission ni à ses membres.

Monsieur le Président, nous ne pouvons que dénoncer cette attitude qui n'engage pas à la confiance réciproque, pourtant indispensable sur un tel sujet.

Que comptez-vous faire désormais pour respecter vos engagements envers notre Commission et assurer un dialogue et une écoute constructive pour trouver la meilleure solution pour notre institution et nos concitoyens ?

Je crois, Monsieur le Président que nos questions sont claires, j'espère que vos réponses seront précises.

Merci.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame, je vous ferai une seule réponse : une Commission se réunit lorsqu'elle a quelque chose à dire mais pour l'instant, depuis juillet, le temps d'un nouveau débat n'était pas venu.

J'ai d'ailleurs rendez-vous avec Mme Vassal en début de semaine prochaine, mardi 15, pour fixer la prochaine date de réunion.

Une voix.- C'est la Saint Valentin !

Monsieur LE PRESIDENT.- Je recevrai Mme Vassal avec plaisir, de toute façon, c'est toujours un grand moment pour moi de recevoir Mme Vassal.

En revanche, Madame, les avenants proposés visent à permettre de travailler sur les futurs modes de gestion. Il fallait tout remettre à plat donc étaler le timing. Mais nous n'aurons pas pour les contrats divers et variés en fonction des modes de gestion choisis, des dates identiques pour chaque territoire.

Monsieur MASSE.- Je voudrais revenir sur ce rapport n°10 qui n'a pas encore été voté concernant le Forum Mondial de l'Eau. Bien sûr ma position sera celle émise par mon Président de Groupe.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention les propos de Mme Nespoulous et ceux de notre collègue communiste et bien sûr la position de M. le Maire.

MPM est en première ligne sur ce dossier. Pourquoi ? Tout d'abord parce qu'il s'agit d'une de nos compétences fondamentales et parce que sur ce sujet, notre absence serait, me semble-t-il, une erreur monumentale.

Maintenant, il est vrai que l'eau fait l'objet d'une véritable marchandisation, mais quelle sera notre réponse ? Pensez-vous qu'il suffirait simplement de ne pas participer à ce Forum Mondial de l'Eau, de ne pas le subventionner, de ne pas être présent lors de cette grande manifestation ? Sincèrement, je ne le pense pas.

Les arguments qui ont été évoqués, notamment au niveau de l'économie touristique que peut rapporter cette manifestation sont indéniables. Ces réunions et ces forums sont aussi des moments importants pour parler de la modernisation du système de l'eau. C'est capital.

Mais notre vraie réponse face à la marchandisation de l'eau, qui existe, on ne peut pas le nier, sera politique. Elle sera dans les mois et les années à venir lorsque nous allons débattre ensemble à l'occasion de la fin des différentes délégations de service public, de notre capacité politique à prendre le taureau par les cornes, j'entends par là à essayer, face à ce véritable problème de marchandisation de l'eau, de prix de l'eau, d'avoir une réponse politique.

Cette réponse politique tient en quatre points :

- tout d'abord conserver un approvisionnement sécurisé. C'est important et manifestement, c'est le cas depuis bien longtemps sur Marseille,
- maintenir une qualité de l'eau à très bon niveau, c'est aussi le cas sur Marseille,
- atteindre des objectifs plus importants c'est-à-dire atteindre un prix beaucoup plus compétitif
- enfin et surtout avoir un organisme de contrôle ou une gouvernance politique un peu plus importante sur ce sujet.

Je crois que si nous arrivons justement à nous déterminer sur ces quatre critères, rien ne nous empêche au contraire de participer à ce Forum Mondial de l'Eau, qui sera, je le répète, une grande vitrine pour Marseille. Nous apporterons, dans les mois qui suivent, notre

réponse politique sur les modes de gestion de l'eau que nous allons voter ensemble dans l'année qui suit.

Merci.

Monsieur MADROLLE.- Je voudrais répondre rapidement à ce débat intéressant et répondre à M. le Maire de Marseille concernant le Forum Mondial de l'Eau.

On ne peut que se féliciter que le Forum Mondial de l'Eau ait lieu à Marseille parce que cela va faire venir des touristes et l'économie du département s'en verra embellie. On peut aussi se féliciter du projet d'un contre-forum ou d'un forum altermondialiste car les touristes qui viendront à ce forum altermondialiste feront aussi marcher l'économie.

(Brouhaha protestations)

Il n'y a pas, Monsieur le Maire et je vous taquine gentiment par rapport à cela, ceux qui ont de l'argent qui viendront au Forum Mondial de l'Eau et les pauvres qui viendront au forum alter mondialiste et dormiront sous des tentes. Ceux qui refusent la marchandisation de l'eau peuvent autant venir à Marseille que ceux qui viennent avec le grand capital.

Mais soyons sérieux, Monsieur le Maire, vous le savez très bien, la marchandisation de l'eau dans le monde est cause de guerre. Vous savez très bien Monsieur le Maire que les actionnaires aujourd'hui des grandes firmes multinationales de l'eau n'ont pas vraiment besoin des dividendes qui leur sont données.

Nous avons d'autres priorités dans nos collectivités que de leur donner deux millions.

Nous considérons que la somme qui est allouée au Forum Mondial de l'Eau est excessive. Ma collègue d'Europe Ecologie a raison de le dire, ils ont les moyens par rapport à la vitrine du « grand capital » qui fait aujourd'hui la pluie et le beau temps sur le marché de l'eau.

Il est de notre devoir de citoyen de dire que ce Forum est bienvenu à Marseille et que nous les accueillerons, mais une collectivité qui a besoin d'investir ailleurs, peut consacrer ces deux millions à autre chose.

Merci.

Monsieur ESPINOSA.- Si j'interviens, c'est parce que j'ai parfois mal aux tripes d'entendre des choses.

Depuis 3 heures que l'on débat, 4500 personnes sont mortes de soif ou à cause de l'eau insalubre dans le monde. Pas à Marseille.

(Brouhaha, protestations)

Cela fait rire du monde, mais moi, cela ne me fait pas rire.

Monsieur ASSANTE.- Si vous êtes une ONG, il faut débattre à l'extérieur, ici on règle les problèmes de Marseille Provence Métropole. Ça suffit !

Monsieur ESPINOSA.- Je pense que l'eau est un bien commun. D'ailleurs dans la loi française, on paie la distribution mais pas l'eau elle-même donc il faut bien comprendre les choses.

Pour ce vote, je vais m'abstenir parce que je crois qu'il peut y avoir un forum comme M. Gaudin le dit, auquel tout le monde participe. On peut faire un forum exemplaire si les « pour » et les « contre » se retrouvent. Je trouve que c'est le mieux. Je suis dans de nombreux endroits où je me trouve avec mes adversaires et parfois on avance beaucoup mieux.

La polémique DSP / régie que l'on fait ici par exemple sert à la politique politicienne et je n'aime pas cela. C'est vrai que j'aimerais bien qu'il y ait plus de régie, mais si on ne choisit pas la régie, j'aimerais une DSP solidaire.

Je terminerai en disant que si l'on opte pour la même DSP qu'aujourd'hui, c'est une catastrophe. Par contre, si dans les pays riches où les gens ne meurent pas de soif pour le moment, on crée une « compensation eau » chaque fois qu'on vend de l'eau, pour construire quelques puits à l'autre bout du monde avec les associations qui sont pour l'autre type de gestion de l'eau, ce jour-là, peut-être qu'il n'y aura plus 36 000 morts par jour liés à l'eau. Nous sommes tous aussi responsables.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Monsieur le Président, merci, j'aurais souhaité intervenir sur les rapports n°17 et 18 et glisser de l'eau à la propreté.

Monsieur le Président, permettez-moi de vous dire que la situation de la propreté dans notre bonne ville de Marseille se dégrade. Vous savez, je suis plutôt habitué à tenir des propos modérés dans cet hémicycle, mais là très sincèrement, c'est un cri de colère que je souhaite vous adresser à cet instant car nous constatons depuis plusieurs semaines voire plusieurs mois, que les quartiers dans lesquels la situation de la propreté n'était déjà pas vaillante, ces quartiers voient leur situation s'aggraver, mais surtout, dans des quartiers qui jusque-là étaient épargnés, nous constatons une dégradation de la saleté.

Très sincèrement, Monsieur le Président, je ne comprends pas comment avec les 2200 employés chargés de la propreté de cette Communauté Urbaine, nous ne soyons pas en capacité d'assurer le service minimum auquel nos concitoyens ont droit.

Comment assurer un service de propreté de qualité dans le 9^{ème} arrondissement quand on propose trois cantonniers lorsqu'il y a 10 ans, il y en avait 22 et qu'il y a à peine quelques mois, nous en avons recruté plus de 100 ?

Je ne comprends pas comment on peut assurer une qualité de la propreté telle que nos concitoyens aspirent à l'avoir lorsque dans le 9^{ème} arrondissement, voire le 10^{ème} arrondissement, nous n'avons que quatre arroseuses-balayeuses, alors qu'une des principales orientations de votre politique lorsque vous avez pris la présidence était justement d'améliorer les moyens mécanisés.

Qu'est ce que cela signifie Monsieur le Président ? Cela signifie que les moyens ne font pas tout. Certes on peut avoir 2 200 employés qui sont chargés de la propreté, certes on peut avoir des moyens mécanisés qui augmentent, mais il n'en demeure pas moins que ce service n'est pas réalisé.

Aujourd'hui, il faut que vous alliez au-delà de cela. Il faut que vous nous proposiez une réforme ambitieuse, une réforme structurelle du fonctionnement des services de la propreté.

A l'instar de l'initiative qu'a pris le Maire de Marseille pour avoir un débat au Conseil Municipal sur les questions de sécurité, je crois très sincèrement et sans polémique qu'il est venu le temps dans cet hémicycle d'avoir un vrai débat sur une réforme structurelle des services de propreté.

Oui, il faut avoir le courage de se poser la question de la fin du fini parti. Oui, il faut avoir le courage de faire en sorte que les cantonniers soient placés pour emploi, notamment à Marseille, auprès des Maires d'arrondissement. Si cela dysfonctionne, c'est parce que justement le pouvoir de décision est trop éloigné de ce qui se passe sur le terrain.

Je vous fais une proposition Monsieur le Président Caselli, je sais que vous y êtes très attentif : faites en sorte, par exemple dans les 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements dont nous sommes les élus avec Guy Teissier, que les cantonniers soient placés pour emploi, à titre expérimental, auprès du Maire d'arrondissement pour voir si cette mesure simple permettrait d'améliorer les choses.

Monsieur le Président, j'ai noté que vous étiez engagé dans une reconfiguration ou une réorientation du dialogue social au sein de la Communauté Urbaine. Vous devez aller jusqu'au bout de cette logique, au-delà d'une simple table ronde, c'est en rénovant ce dialogue social me semble-t-il que nous serons en capacité de proposer à nos administrés un service de propreté efficient et efficace.

Je vous le dis, ce n'est ni une question de Droite ni une question de Gauche, il suffit d'aller aux assemblées générales des Comités d'Intérêt de Quartier pour s'en apercevoir, les gens n'en peuvent plus. Si nous ne sommes pas en capacité d'apporter une amélioration dans ce domaine, franchement, cela ne sert à rien d'avoir de grands programmes sur Euromed II, d'avoir de grands programmes sur la requalification du Vieux Port, si nous sommes incapables de donner l'essentiel qu'attendent nos administrés.

Monsieur le Président, nous comptons sur vous.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous remercie de votre confiance, Monsieur Royer-Perreaut.

Madame VASSAL.- Je vous laisserai l'honneur de répondre sur la propreté, Monsieur le Président, ainsi qu'au Vice-président Rouzaud qui a en charge cette délégation. Je répondrais plutôt sur la question du Forum et de l'eau, toutefois je m'associe aux propos de M. Royer-Perreaut sur la propreté.

Le Forum, c'est quoi ? C'est une manifestation qui est ouverte à tous ! Tout le monde est bienvenu, c'est la sémantique même du mot forum.

Il ne faut pas oublier que le 4^{ème} Forum, à Mexico, a rassemblé 20 000 personnes. A Istanbul, c'était 25 000 personnes. Effectivement, lors de ces manifestations, un alter forum s'est toujours créé en amont, mais à la différence du forum, l'alter forum regroupait 200 à 300 personnes.

Donc tant mieux si vous voulez créer des manifestations. Plus l'on parlera de nous, plus l'on sensibilisera les gouvernements et plus on ira dans le bon sens, mais ne comparons pas ce qui n'est pas comparable, surtout quand on dit que ce forum n'est pas ouvert mais réservé aux capitalistes, je crois...

Des voix.- Au grand capital !

Madame VASSAL.- Oui, au grand capital, excusez-moi, je ne savais pas que Mme Mitterrand faisait partie du grand capital car elle est à la tête de l'alter forum. La dernière fois, elle a même mené une session à l'intérieur d'Istanbul où elle a fait part de ses préoccupations. Mais on en apprend tous les jours avec vous Monsieur Madrolle.

Ce forum, oui, nous sommes fiers de l'avoir eu. Oui, nous nous sommes battus avec le Maire de Marseille, avec le Président Caselli, avec le Président Vauzelle et avec le Président Guérini pour pouvoir décrocher ce forum-là.

Aujourd'hui je tiens à rendre hommage tout d'abord au Maire de Marseille car il a tenu ses engagements, il a voté sa participation financière. Merci Président de prendre aujourd'hui l'engagement sur lequel vous vous étiez entendu.

La Région va voter la semaine prochaine le même engagement pour ce forum. Ce qui m'inquiète énormément, c'est la disparition du Conseil Général. Que se passe-t-il ? Le Président Guérini ne répond pas à ses engagements d'origine, mais je pense que l'actualité générale a peut-être fait qu'il y a eu un léger décalage qui sera vite récupéré à partir du moment où nous aurons de nouvelles séances publiques, pas avant le mois d'avril bien entendu.

J'espère que les conseillers généraux qui sont membres également de la Communauté Urbaine et qui vont voter aujourd'hui pour cette délibération pourront être nos porte-paroles et permettre au Président du Conseil Général de tenir aussi ses engagements.

Sur le financement, je vous rassure, il est moitié privé, moitié public. La répartition est équitable car vous avez raison Monsieur Espinosa, il meurt un enfant toutes les 7 secondes d'un problème lié à l'eau. Et cela en tant qu'élus de la République, nous ne pouvons plus l'accepter. C'est la raison pour laquelle nous sommes fiers et honorés que le Conseil Mondial de l'Eau, qui œuvre depuis plus de 13 ans pour faire avancer la cause de l'eau, ait choisi Marseille pour venir donner des solutions à cette problématique de l'eau qui n'est pas uniquement locale et de gestion particulière, mais nationale et internationale.

Donc, merci Président pour cet engagement.

En ce qui concerne la gestion de l'eau, Monsieur le Président, vous avez la chance d'avoir une Commission Une Agglomération Eco Responsable dont les membres sont très investis. Je les remercie d'être souvent présents à nos réunions, mais malheureusement, nous sommes en train de transformer cette réunion en chambre d'enregistrement.

La dernière fois, les élus Verts n'étaient pas là parce qu'ils avaient une session de formation, mais nous fixons régulièrement en concertation les dates des prochaines réunions. Pour la prochaine réunion, malheureusement vos services ont décidé de la tenir pendant les vacances scolaires. C'est donc Mme Boulay qui la présidera et je suis sûre que vous arriverez à faire avancer les dossiers. Je vous souhaite bon courage en tout cas.

Monsieur LE PRESIDENT.- Elle sera reportée Madame Vassal parce que la date du Conseil a changé.

Madame VASSAL.- Merci Président.

Monsieur le Président, vous avez une Commission qui veut s'engager mais elle a besoin de moyens. Et je vous remercie de m'avoir accordé un rendez-vous pour la semaine prochaine afin que nous puissions avancer parce qu'effectivement, vous avez raison, nous devons nous occuper de l'eau. Mme Fourneron a souligné un problème important, un problème de date. Il ne faudrait pas que nous soyons prisonniers des dates pour nous retrouver au 1^{er} janvier 2014 sans eau et sans assainissement.

Donc, Monsieur le Président, je vous rappelle que nous sommes à votre disposition pour travailler dans l'intérêt de l'ensemble des habitants de la Communauté Urbaine.

Merci

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame Vassal, sans eau et sans assainissement, on ne va pas rejouer Manon des Sources !

Je voudrais d'abord tordre le cou à certaines idées reçues. C'est bien la Communauté Urbaine qui a la compétence et qui est propriétaire de l'eau. Elle ne fait que déléguer l'exploitation de l'eau à un opérateur. Ce n'est pas l'opérateur qui est propriétaire de l'eau.

Ensuite, il y aura bien entendu un débat et une décision de l'assemblée à la fois sur l'allotissement et sur le mode de gestion avant l'été, l'été étant la deadline que l'on s'est fixée. Bien entendu, nous multiplierons les réunions de la Commission AGER avant l'été. Et en tant que Présidente, vous aurez Madame Vassal un rôle d'impulsion à jouer.

S'agissant du GIP, je voudrais aussi rétablir certaines choses. Le GIP est une structure publique fortement contrôlée à tout point de vue. Il y a 22 administrateurs, 11 sont Français, et 11 sont membres du Conseil Mondial de l'Eau.

Parmi les 11 Français, seuls deux sont des représentants du secteur privé, dont un fait partie de la Chambre de Commerce. Le Président de la Communauté Urbaine, votre serviteur, fait partie des administrateurs. Il est donc à la table où se prennent les décisions. Quant au Conseil Mondial de l'Eau, seuls 4 administrateurs sur 36 sont issus du privé contrairement à ce que l'on peut entendre ça et là. Cela méritait d'être dit pour préciser les choses.

Je mets aux voix le rapport concernant le Forum Mondial de l'Eau. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Votes contre de Mmes Boulay, Nespoulous
et de MM. Agullo, Sémériva, Fouquet, Bennahmias et Madrolle

Abstentions de Mme Hadj-Chikh et de MM. Poggiale, Dutoit et Espinosa

- 11. AGER 002-11/02/11 CC - Approbation des modalités de calcul de la redevance d'occupation du réseau et d'utilisation des eaux usées du domaine public pour la récupération d'énergie thermique**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 12. AGER 003-11/02/11 CC - Approbation de l'avenant n°10 au contrat de distribution d'eau potable et d'assainissement de la commune de Sausset les Pins, relatif à sa prolongation**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 13. AGER 004-11/02/11 CC - Approbation de l'avenant n°9 au contrat de distribution d'eau potable et d'assainissement de la commune de Châteauneuf les Martigues relatif à sa prolongation**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 14. AGER 005-11/02/11 CC - Approbation de l'avenant n°3 à la convention d'affermage de la station de traitement et d'épuration des eaux usées du SIVOM de Carry-le-Rouet, Sausset les Pins, Ensues la Redonne et le Rove, relatif à sa prolongation**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

15. **AGER 006-11/02/11 CC - Approbation de l'avenant n°9 au contrat de distribution d'eau potable et d'assainissement de la commune du Rove relatif à sa prolongation**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

16. **AGER 007-11/02/11 CC - Approbation d'une remise gracieuse sur une facture d'eau 2010 consécutive à un dysfonctionnement des ouvrages publics à Gémenos**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

17. **AGER 008-11/02/11 CC - Demande de subvention pour l'acquisition d'une déchèterie mobile**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

18. **AGER 009-11/02/11 CC - Demande de subvention pour la mise aux normes et la modernisation des conditions d'accueil des usagers sur les déchèteries communautaires**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

19. **AGER 010-11/02/11 CC - Demande de subvention pour la mise en place de composteurs individuels sur les communes de Marignane, Ensues-la-Redonne et Marseille (zone test),**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

20. **AGER 011-11/02/11 CC - Demande de subvention pour la fourniture et la livraison de bacs de collecte sélective, travaux d'aménagement de points de regroupement et la mise en place de points d'apport volontaire sur le territoire de Marseille Provence Métropole**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION VOIRIE ET SIGNALISATION

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Masse, la Commission s'est réunie le 1^{er} février, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur MASSE.- Avis favorable sur les quatre rapports présentés en Commission.

21. VOI 001-11/02/11 CC - Approbation du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics de Marseille Provence Métropole et du document de synthèse sur l'accessibilité

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

22. VOI 002-11/02/11 CC - Tarifs applicables aux droits de voirie et de stationnement sur le territoire de la Ville de Marseille pour l'année 2011.

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

23. VOI 003-11/02/11 CC - Actualisation de la redevance relative à l'émission de radios dans les tunnels gérés par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

M. Moraine ne participe pas au vote.

23. BIS VOI 004-11/02/11 CC – Tunnel Prado Sud à Marseille (8^{ème} et 10^{ème} arrondissements) – Déclaration de Projet

Monsieur LE PRESIDENT.- Mme Palloix demande la parole, je m'y attendais, ainsi que M. Fouquet.

Monsieur GAUDIN.- Il faut revoter cette délibération.

Monsieur LE PRESIDENT.- Oui, nous devons revoter la délibération sur la Déclaration de Projet du tunnel Prado Sud. Madame Palloix, vous avez demandé la parole.

Madame PALLOIX.- J'attends que M. le Maire arrête de me parler.

Monsieur GAUDIN.- Il est cent fois pour, vous le savez, mais moi, je ne vous invite pas pour la Saint Valentin. J'ai moins de délicatesse que le Président, à l'égard de Mme Vassal, mais je vous verrai quand vous le souhaiterez.

Madame PALLOIX.- Monsieur le Président, chers collègues, je ne reviens pas sur les motivations du Tribunal Administratif pour annuler la délibération, aujourd'hui représentée puisque nos invités sont présents.

Mais au passage, Monsieur le Président, je tiens à vous préciser que conformément au Code de l'Environnement et en vertu de l'article L126-1 en vigueur depuis le 14 juillet 2010 je cite : « *Lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagement ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique.... l'organe délibérant de la collectivité territoriale ..., responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée* » (Ce qui est présentement le cas avec ce rapport) et de rajouter un peu plus bas, « *Si la déclaration de ce projet n'est pas intervenue dans le délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête, l'opération ne peut être réalisée sans une nouvelle enquête* ». Cet article L 126-1 me paraît être d'actualité, puisque les conclusions de l'enquête remontent au 28 avril 2009 (soit 21 mois).

Cette décision du Tribunal Administratif devrait amener tout le monde à en tirer les enseignements et les conséquences.

Et avant tout, celle-ci : On ne peut plus considérer la concertation publique comme une simple obligation légale sans suite - voire un alibi - pour faire passer des projets déjà ficelés et hors de contrôles citoyens.

Car nos concitoyens veulent être respectés et entendus. Y compris par le concessionnaire de cet ouvrage dans la coordination des travaux. Le délégataire n'est pas le « seigneur et maître » d'un chantier qui se situe sur le domaine public. Il doit respecter la réglementation, même pour l'élagage d'un arbre.

Au-delà de cette décision du Tribunal Administratif, tout conforte notre opposition résolue sur le fond d'un projet dont la logique roule à contresens d'une rupture avec le tout-voiture ; rupture pourtant inscrite comme le choix majeur du Plan de Déplacement Urbain voté par MPM en 2006.

D'un côté de la ville on démolit la pénétrante autoroutière du Nord vers le centre ville, pour la faire reculer et c'est bien, de l'autre on fait exactement le contraire, en faisant du Rond Point du Prado (classé hyper-centre) l'accès des quartiers Sud aux autoroutes. C'est inconcevable.

D'ici 10 ans deux nouveaux quartiers vont naître autour des projets Euromed 2 et Stade Vélodrome : au Nord sur le concept d'une éco-cité fonctionnant sur la réduction drastique du recours à la voiture (c'est ce que nous venons de voter). Au Sud, sur une augmentation maximale des nuisances et des pollutions liées au passage intensif de la voiture et de rajouter des camions qui ne pourront pas prendre ce fameux tunnel.

C'est incohérent et contre-productif dans le choix d'une ville fonctionnant sur le mode des déplacements durables.

J'en veux pour preuve la récente présentation du projet de Bus à Haut Niveau de Service Castellane-Luminy. On parle déjà d'un report à 2020 sur la partie Prado Michelet, alors que ces deux boulevards sont certainement les plus à même de dégager les espaces de voiries protégés par un site propre.

La cause essentielle de ce report serait la réalisation du Tunnel Prado Sud !

Entre parenthèses, je conseille aux 20 000 personnes qui vont venir pour le Forum Mondial de l'Eau d'éviter de venir de ce côté-là car ce n'est vraiment pas beau, et d'ailleurs les riverains pourraient vous en parler.

Il est urgent et vital de renverser les priorités. L'intérêt général doit enfin l'emporter sur le tout-voiture et la rentabilité des concessions au privé de l'espace public. C'est ce qui motive notre opposition à ce rapport.

Je vous remercie.

Monsieur FOUQUET.- Je ne vais pas redire ce que j'ai déjà dit la dernière fois sur ce tunnel pour lequel les Verts sont cent fois contre Monsieur le Maire. Mais je voudrais quand même rappeler que lorsqu'on reçoit un bébé de ce style-là, cela ne nous fait pas tellement plaisir.

Rappelons quand même que nous n'avons pris aucune décision dans cette mandature mais dans la précédente puisque c'est le 16 décembre 2006 que MPM approuve le principe d'une DSP. D'ailleurs, on a peut-être mis la charrue avant les bœufs. Avant de faire le tunnel et avant de réfléchir et de savoir qui va passer, on dit déjà à qui on va le donner et presque selon quel type de fonctionnement cela va se passer.

En 2007, la Commission enregistre une seule offre. Là aussi, c'est bizarre. Une seule offre, ça veut dire que cela n'intéresse pas beaucoup les entreprises de venir construire ce tunnel. Quand il n'y a qu'une seule offre, on se pose des questions, mais il semble que certains ne s'en posent pas.

Enfin, le 8 février, il y a le vote d'une concession de 46 ans, c'est-à-dire que pendant 46 ans, les gens vont payer pour faire 1400 mètres. 46 ans, c'est beaucoup, cela fait pratiquement trois générations.

Comment se passent les choses ? A quoi sert le tunnel ? Dans les documents de 2007, on dit de ce tunnel, je cite : « *Après la concertation préalable, l'objectif recherché est de désenclaver les quartiers Sud et de reconquérir, l'espace public, grâce notamment à la suppression de la passerelle Ferrié* » qui est effectivement un vrai problème, mais je ne vois pas en quoi ce tunnel apporterait une solution dans la mesure où il y a aussi la requalification du boulevard Rabatau.

Nous allons hériter de ce bébé. Il est inutile, inopportun, pas urgent peut-être un jour lorsqu'on aura de l'argent et que l'on voudra faire quelque chose de plus intelligent, on y pensera. Mais surtout, c'est un tunnel qui sert à rabattre les voitures vers le tunnel Prado Carénage ; le Tunnel Prado Sud étant la même société que celle du Prado Carénage...

(Brouhaha)

Je dis ce qu'il en est car je ne prends pas ma voiture, mais je sais comment les choses se passent dans ce quartier-là.

... qui plus est en payant plus de 2 euros pour aller sur 400 mètres du 8^{ème} au 10^{ème} arrondissement !

Alors, je pense que c'est un abus de pouvoir d'imposer aux Marseillais, sans leur demander, un nouveau péage urbain, parce qu'il s'agit d'un péage urbain totalement ignoré du Plan de Déplacements Urbains. On se sert toujours du PDU pour se baser sur ce qu'il faut faire. Dans ce cas-là, le Plan de Déplacements Urbains n'a jamais parlé de péage urbain et il est imposé dans les références en matière de déplacements.

Ce tunnel va encore partager les Marseillais en deux, ceux qui peuvent payer et ceux qui ne le peuvent pas. Peut-on parler d'intérêt général quand on sépare les Marseillais en deux ?

Qu'en est-il de la circulation et de l'environnement ? Je ne reviens pas sur ce qui a été dit la fois précédente, mais je ferai juste une remarque. Ce tunnel est réservé aux voitures. Les camions, camionnettes, autocars, autobus, poids lourds etc. vont rester en surface. Or, on nous a dit que ce tunnel améliorerait l'environnement. Si c'est cela améliorer l'environnement, je plains surtout les gens qui habitent à Michelet, au Prado et surtout boulevard Rabatau !

Quant aux piétons et aux cyclistes, ils feraient mieux de regarder avant de traverser. Les grandes décisions de MPM et de l'entreprise Tunnel Prado Sud ne comptent absolument pas pour eux.

Mais parfois sort une lumière du néant.

Dans un an, le monde appréhende (pour qui veut le voir, elles sont passés sur internet, vous les avez vues d'ailleurs) les inondations en 2000, 2003 et 2007. Cela fait un an que beaucoup de gens, non des moindres et des bureaux d'études se penchent sur le problème de l'écoulement des eaux à Rabatau. Je pense que la première chose qui a été faite est d'essayer de trouver une solution. Avec le grand émissaire, on l'a trouvée.

Dans l'autre sens, le sens de descente des eaux, il y a une volonté de créer un drain le long du boulevard Rabatau...

Monsieur LE PRESIDENT.- On ne va pas faire une étude technique ! Le tribunal a tranché sur ce point.

Monsieur FOUQUET.- Ce n'est pas technique.

(M. Fouquet montre à l'assistance une pièce de canalisation)

Je vous montre un morceau de la canalisation qui va être posée tout simplement pour vous dire que si vous arrivez à faire passer les eaux du Jarret et une partie de l'Huveaune ici, à mon avis, vous n'y arriverez pas.

(Brouhaha)

Monsieur LE PRESIDENT.- Les experts judiciaires ont tranché.

Monsieur FOUQUET.- Je voudrais tout simplement vous dire que sur ce dossier, si vous privilégiez les intérêts privés alors, acceptez-le, mais si comme les Verts, vous défendez l'intérêt public, votez contre. Merci.

(Protestations, tumultes)

Monsieur POVINELLI.- N'y a-t-il pas un règlement intérieur ici ? Ce n'est pas normal que les gens parlent pendant une heure !

Monsieur LE PRESIDENT.- La parole est à M. Masse.

Monsieur MASSE.- Madame Palloix, Monsieur Fouquet, nous connaissons tous la genèse de cette histoire. Nous sommes ici sur un dossier et sur un engagement qu'avait demandé le Maire de Marseille.

Constatons la délibération que nous avons à voter aujourd'hui. Que dit-elle ? Elle nous dit que le Tribunal Administratif a annulé notre décision du 2 octobre 2009 au motif que des personnes intéressées au projet n'ont pu accéder à la salle des séances. Aujourd'hui, nous prenons acte de cette décision du Tribunal Administratif et considérant qu'aucun motif ne portant sur le fond du projet n'a été retenu, nous présentons à nouveau cette délibération. C'était le sens aujourd'hui de notre vote.

S'agissant de ce projet, je voudrais également vous rappeler que le Président Caselli a pris des garanties supplémentaires dès le milieu de l'année 2008 en demandant des contrenquêtes, des études hydrauliques supplémentaires pour permettre de nous sécuriser complètement. Il était hors de question de la part du Président Caselli de prendre le moindre risque sur ce projet.

Les études nous ont donc donné raison. Nous continuons donc sur ce chantier. Je profite aussi de ce rapport pour dire Madame Palloix que vous avez raison, le délégataire n'a pas les pleins pouvoirs. Il doit tenir compte de l'avis des riverains, des CIQ, des élus de la mairie de secteur concernée et cela, nous devons peut-être le rappeler un peu plus souvent car les travaux doivent se passer dans les meilleures conditions possibles et c'est vrai que ce n'est pas souvent le cas. Il nous revient donc à nous, élus communautaires et élus de la

Mairie de secteur, de pouvoir maintenir auprès du délégataire une pression assez forte pour que les riverains et les CIQ puissent être entendus sur ce sujet.

Enfin, je rappellerai Monsieur le Président que vous avez souhaité, et nous l'avons voté ensemble, la création d'une Commission d'indemnisation qui s'est déjà réunie une première fois. Elle nous permet d'être attentifs aux problèmes rencontrés par les commerçants et les artisans de ce secteur.

Voilà les quelques précisions que je souhaitais apporter.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Masse, je voudrais que l'on passe au vote avant qu'il n'y ait plus le quorum.

Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Votes contre de Mmes Boulay, Nespoulous
et de MM. Agullo, Sémériva, Fouquet

Votes contre de MM. Bennahmias et Madrolle

Votes contre de Mme Palloix et Hadj-Chikh et de MM. Dutoit, Poggiale et Dutto

COMMISSION AMENAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Vallette, la Commission s'est réunie le 2 février.

Monsieur VALLETTE.- Monsieur le Président, nous avons examiné deux rapports qui ont été approuvés.

24. AEC 001-11/02/11 CC - Plan Local d'Urbanisme d'Ensuès-la-Redonne - Bilan de la concertation et approbation de la révision simplifiée n°1

Monsieur MAGRO.- Il s'agit de la révision simplifiée du PLU d'Ensuès-la-Redonne. Il n'y a aucun problème.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

25. AEC 002-11/02/11 CC - Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Approbation de la procédure de modification n°26

Monsieur MAGRO.- Il y a eu une réserve de vote du groupe communiste.

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Palloix, vous avez la parole, je vous demande d'être très succincte.

Madame PALLOIX.- Avec tout ce que l'on vient d'entendre, je peux quand même parler trois minutes.

Monsieur LE PRESIDENT.- Absolument, trois minutes.

Madame PALLOIX.- Monsieur le Président, chers collègues, quatre points ont retenu mon attention par rapport aux conclusions du commissaire enquêteur.

Premièrement, la cohérence avec le dossier du Tunnel Prado Sud... Le fait de le pointer résume bien la situation puisque c'est sur le même territoire !

Deuxièmement la cohérence avec les conclusions de l'enquête diligentée conformément à la loi sur l'eau. Nous devons rapidement l'avoir afin d'actualiser le PPR et avoir toutes les conclusions de cette enquête ainsi que toutes les prescriptions (leur zonage et leur degré de prescription) reprises dans l'autorisation préfectorale.

Troisièmement, la recommandation d'une actualisation rapide du PDU. Ce qui apparemment a été enfin retenu, un peu tard mais... !

Quatrièmement, le manque criant de projets sur les équipements publics. Les Services Publics de proximité, adaptés aux besoins de la population, seraient-ils trop importants dans ce secteur pour ne pas être intégrés à ce projet ? Et peut-être même en essayant d'articuler Sport et Culture par exemple ?

Oui Monsieur le Président, nous ne pouvons qu'être favorables à ce constat du commissaire enquêteur, ayant nous-mêmes déposé un mémoire qui y ressemble en tous points. Le rapport du commissaire enquêteur est très intéressant, intelligent et objectif. Il nous conforte donc, dans nos positions.

Mais il est regrettable que les conclusions de la Ville de Marseille reprises dans cette délibération soient extrêmement sibyllines ! Elles prennent acte des réserves et recommandations et la délibération nous indique qu'elles seront nécessairement intégrées.

Quand ?... Comment ?....Difficile de se faire une opinion ! Nous aurions préféré une réponse beaucoup plus immédiate et constructive, surtout quand, par deux fois, (et je souligne « par deux fois ») on se retrouve avec les mêmes arguments et par deux commissaires enquêteurs différents.

Cette délibération ne reflète pas vraiment le détail des inquiétudes du commissaire enquêteur qui sont en parfaite symbiose avec celles d'une majorité de riverains et commerçants de ce quartier, et en particulier en ce qui concerne le tunnel.

En tout état de cause, cette délibération prend cet avis favorable comme un blanc-seing. Les réserves sont en partie évacuées en deux mots : « On en tiendra compte, mais pour l'instant votez ».

C'est d'autant plus regrettable que, par cet acte, on alimente l'idée une fois de plus, que d'un côté il y a ceux qui subissent et qui ne sont pas écoutés (même après deux enquêtes publiques) et de l'autre il y a ceux qui décident envers et contre tous.

Nous ne pouvons pas, pour des projets et des chantiers aussi importants et impactant la vie, la qualité de vie et l'avenir de nos concitoyens, accepter de tels procédés.

Je vous remercie. Vous voyez, j'ai été courte !

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame Palloix... Relativement...

Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Communistes, Républicains et Citoyens

à l'exception de MM. Gillet, Lakhdar et Magro s'abstenant

et de M. Molino votant pour

Abstentions de Mmes Boulay et Nespoulous
et de MM. Agullo, Sémériva et Fouquet.

COMMISSION DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE ET SERVIR L'EMPLOI

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Djiane, la Commission s'est réunie le 2 février, pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur DJIANE.- Il y a eu un avis favorable à l'unanimité de la Commission pour les deux rapports.

26. DEV 001-11/02/11 CC - Promotion des Zones Franches Urbaines de Marseille Provence Métropole dans les salons professionnels et économiques

Monsieur TEISSIER.- Il s'agit de trois manifestations qui mobilisent 30 000 euros de notre collectivité. Ce sont des manifestations de promotion pour les Zones Franches Urbaines de Marseille Provence Métropole.

Monsieur GILLET.- Monsieur le Président, chers collègues, disons le d'entrée : après réflexion, ce rapport ne pourra pas avoir notre approbation. Tout simplement parce qu'il y a confusion des genres.

Je m'explique.

La promotion de l'emploi et son accès pour les demandeurs des territoires Nord de Marseille ou d'ailleurs, la promotion de l'esprit d'entreprise au service d'une dynamique économique...

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous prie de m'excuser Monsieur Gillet, je demande aux élus de ne pas sortir, il reste quatre rapports à examiner, je leur demande de rester pour que l'on ait un quorum suffisant, merci.

Monsieur GILLET.- Je reprends.

La promotion de l'emploi et son accès pour les demandeurs des territoires Nord de Marseille ou d'ailleurs, la promotion de l'esprit d'entreprise au service d'une dynamique économique, la valorisation de notre action pour ce même développement économique, sont des objectifs et des initiatives indispensables et vitales pour nos concitoyens et notre EPCI. Aussi, Marseille Provence Métropole doit s'y associer.

Mais là où il y a confusion des genres, c'est quand on enrôle tous ces objectifs au service de la promotion des Zones Franches Urbaines. Car il faut être clair. C'est bien l'objet de ce rapport : participer au lobbying pour proroger le dispositif des ZFU au-delà du 31 décembre 2011.

On nous dit que la décision gouvernementale a été prise à la va-vite, sans réelle évaluation des 100 zones franches sur le territoire national.

Peut-être. Mais quand on lit dans ce rapport au titre des résultats des deux ZFU, je cite : *«la création nette de 3.450 établissements depuis 13 ans et un taux de chômage divisé par deux dans les quartiers concernés»*, je pose la question : quelqu'un peut-il soutenir qu'il s'agit là d'une réelle évaluation ?

Qu'englobent les 3.450 établissements en question ? L'entreprise de la ZAC Saumaty-Séon, le dentiste, le cabinet médical ou toute autre profession libérale, le maçon domicilié à Saint-Antoine, le marchand de pizza...? Comprenons-nous bien, il n'y a rien de dévalorisant dans toutes ces activités, industrielles, commerciales ou de service, mais entre des créations d'emplois et une opportunité de défiscalisation, sans parler de délocalisation – car ça existe – le regard ne peut pas être le même.

En matière d'emplois, combien de CDI ? Quels effets de qualifications professionnelles ? Pour combien de personnes résidents de notre territoire ?

Le plus sage aurait été de faire précéder toute action par un état des lieux exhaustif de 13 années d'exonérations fiscales et de cotisations sociales. Car le coût pour la collectivité et les finances publiques n'est pas négligeable.

Certes, on peut toujours dire que ce ne sont pas 100 Zones Franches Urbaines qui assèchent les finances publiques. Mais on peut également dire que l'on sait faire de l'aménagement de notre territoire au service du développement économique et de l'emploi dans d'autres dispositifs durables et avec autant de résultats, à Marseille, à La Ciotat, sur les bassins Est et Ouest de MPM.

Dans l'attente de ce travail d'évaluation, nous ne voterons pas cette délibération.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Votes contre de Mmes Palloix, Hadj-Chikh
et de MM. Dutoit, Dutto et Poggiale

Absentions de MM. Molino, Lakhdar, Gillet et Magro

27. DEV 002-11/02/11 CC - Zone d'Aménagement Concerté de Bausset Florides à Marignane - Approbation du bilan de clôture

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION EQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE - PATRIMOINE FONCIER - PROTECTION ET SÉCURITÉ DES ESPACES COMMUNAUTAIRES.

Monsieur LE PRESIDENT.- La commission s'est réunie le 3 février.

28. EPPS 001-11/02/10 CC – Exercice du Droit de Prémption Urbain et Instauration d'un Droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de la commune de Roquefort la Bédoule

Monsieur ESSAYAN.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée. Je vous remercie.

(La séance est levée à 12 heures 40).